

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2017/13105]

22 JUILLET 2016. — Loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République orientale de l'Uruguay tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude fiscale, et au Protocole, faits à Montevideo le 23 août 2013 (1)(2)(3)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** La Convention entre le Royaume de Belgique et la République orientale de l'Uruguay tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude fiscale, et le Protocole, faits à Montevideo le 23 août 2013, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 juin 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
D. REYNDEERS

Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Notes

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)):

Documents: 54K1691.

Rapport intégral: 20/04/2016.

(2) Voir Décret de la Communauté flamande/Région flamande du 03/06/2016 (*Moniteur belge* du 08/07/2016), Décret de la Communauté française du 27/04/2017 (*Moniteur belge* du 24/05/2017), Décret de la Communauté germanophone du 26/09/2016 (*Moniteur belge* du 14/10/2016), Décret de la Région wallonne du 16/10/2015 (*Moniteur belge* du 29/10/2015), Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23/06/2017 (*Moniteur belge* du 06/07/2017).

(3) Date d'entrée en vigueur : 04/08/2017.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2017/13105]

22 JUNI 2016. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek ten Oosten van de Uruguay tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting, en met het Protocol, gedaan te Montevideo op 23 augustus 2013 (1)(2)(3)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** De Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek ten Oosten van de Uruguay tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting, en het Protocol, gedaan te Montevideo op 23 augustus 2013, zullen volkomen gevolgd hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 juni 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
D. REYNDEERS

De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be)):

Stukken: 54K1691.

Integraal verslag: 20/04/2016.

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/Vlaams Gewest van 03/06/2016 (*Belgisch Staatsblad* van 08/07/2016), Decreet van de Frans Gemeenschap van 27/04/2017 (*Belgische Staatsblad* van 24/05/2017), Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 26/09/2016 (*Belgisch Staatsblad* van 14/10/2016), Decreet van het Waalse Gewest van 16/10/2015 (*Belgisch Staatsblad* van 29/10/2015), Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23/06/2017 (*Belgisch Staatsblad* van 06/07/2017).

(3) Datum inwerkingtreding : 04/08/2017.

**CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET LA REPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY  
TENDANT A EVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU ET SUR LA  
FORTUNE ET A PREVENIR LA FRAUDE FISCALE**

**LE ROYAUME DE BELGIQUE,  
LA COMMUNAUTE FRANÇAISE,  
LA COMMUNAUTE FLAMANDE,  
LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE,  
LA REGION WALLONNE,  
LA REGION FLAMANDE,  
et LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE,**

**d'une part,**

**ET**

**LA REPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY,**

**d'autre part,**

**DESIREUX** de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude fiscale,

**SONT CONVENUS** des dispositions suivantes:

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION*

**Article 1<sup>er</sup>**

**Personnes visées**

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

**Article 2**

**Impôts visés**

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment:

*a)* en ce qui concerne la Belgique:

- (i) l'impôt des personnes physiques;
- (ii) l'impôt des sociétés;
- (iii) l'impôt des personnes morales;
- (iv) l'impôt des non-résidents;

y compris les précomptes et les additionnels auxdits impôts et précomptes, (ci-après dénommés « l'impôt belge »);

*b)* en ce qui concerne l'Uruguay:

- (i) l'impôt sur le revenu des entreprises (Impuesto a las Rentas de las Actividades Económicas - IRAE);
- (ii) l'impôt sur le revenu des personnes physiques (Impuesto a las Rentas de las Personas Físicas - IRPF);
- (iii) l'impôt sur le revenu des non-résidents (Impuesto a las Rentas de los No Residentes - IRNR);
- (iv) l'impôt pour l'assistance à la sécurité sociale (Impuesto de Asistencia a la Seguridad Social - IASS);
- (v) l'impôt sur la fortune (Impuesta al Patrimonio - IP);

(ci-après dénommés « l'impôt uruguayen »).

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales.

*CHAPITRE II. — DEFINITIONS*

**Article 3**

**Définitions générales**

Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

*a)* le terme « Belgique » désigne le Royaume de Belgique; employé dans un sens géographique, il désigne le territoire du Royaume de Belgique, y compris la mer territoriale ainsi que les zones maritimes et les espaces aériens sur lesquels, en conformité avec le droit international, le Royaume de Belgique exerce des droits souverains ou sa juridiction;

*b)* le terme « Uruguay » désigne le territoire de la République orientale de l'Uruguay, et lorsqu'il est employé dans un sens géographique, il désigne le territoire sur lequel la législation fiscale s'applique, y compris l'espace aérien et les zones maritimes sur lesquels, en conformité avec le droit international et le droit interne, l'Uruguay a des droits souverains ou une juridiction;

*c)* les expressions « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent, suivant le contexte, la Belgique ou l'Uruguay;

*d)* le terme « impôt » désigne, suivant le contexte, l'impôt belge ou l'impôt uruguayen;

*e)* le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;

*f)* le terme « société » désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;

*g)* le terme « entreprise » s'applique à l'exercice de toute activité ou affaire;

*h)* les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;

*i)* l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;

*j)* l'expression « autorité compétente » désigne:

(i) en ce qui concerne la Belgique, suivant le cas, le Ministre des Finances du Gouvernement fédéral et/ou du Gouvernement d'une Région et/ou d'une Communauté, ou son représentant autorisé;

(ii) en ce qui concerne l'Uruguay, le Ministre de l'Economie et des Finances ou son représentant autorisé;

*k)* le terme « national », en ce qui concerne un Etat contractant, désigne:

(i) toute personne physique qui possède la nationalité ou la citoyenneté de cet Etat contractant; et

(ii) toute personne morale, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans cet Etat contractant;

*l)* les termes « activité », par rapport à une entreprise, et « affaires » comprennent l'exercice de professions libérales ou d'autres activités de caractère indépendant;

*m)* l'expression « fonds de pension » désigne toute personne établie dans un Etat contractant:

(i) qui administre des régimes de retraite ou fournit des prestations de retraite; ou

(ii) qui obtient des revenus pour le compte d'une ou plusieurs personnes gérées afin d'administrer des régimes de retraite ou de fournir des prestations de retraite; et

à condition qu'elle soit:

(i) en ce qui concerne la Belgique, contrôlée par l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) ou par la Banque Nationale de Belgique ou inscrite auprès de l'administration fiscale belge; ou

(ii) en ce qui concerne l'Uruguay, la Banco de Previsión Social, les fonds de pension (Administradoras de Fondos de Ahorro Previsional - AFAP) et les organismes d'assurance régis par la loi 16.713 ainsi que les autres organismes de sécurité sociale régis par la législation uruguayenne.

2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

#### Article 4

##### Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction, de son lieu de constitution ou de tout autre critère de nature analogue et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses subdivisions politiques ou à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:

*a)* cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);

*b)* si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle;

*c)* si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat dont elle possède la nationalité;

*d)* si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

#### Article 5

##### Etablissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

L'expression « établissement stable » comprend notamment:

*a)* un siège de direction,

*b)* une succursale,

*c)* un bureau,

*d)* une usine,

*e)* un atelier et

*f)* une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. L'expression « établissement stable » englobe également:

*a)* un chantier de construction ou de montage, mais seulement lorsque la durée de ce chantier dépasse 6 mois;

*b)* la fourniture de services dans un Etat contractant, y compris les services de consultants, par une entreprise agissant par l'intermédiaire de salariés ou d'autre personnel engagé par l'entreprise à cette fin, mais seulement lorsque ces salariés ou ce personnel sont présents sur le territoire de cet Etat contractant (pour le même projet ou un projet connexe) pendant une ou des périodes représentant un total de plus de six mois dans les limites d'une période quelconque de douze mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si:

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 – agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

### CHAPITRE III. — IMPOSITION DES REVENUS

#### Article 6

##### Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation ou de la jouissance directes, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise.

#### Article 7

##### Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et agissant en toute indépendance.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. Lorsque, conformément au paragraphe 2, un Etat contractant ajuste les bénéfices imputables à un établissement stable d'une entreprise de l'un des Etats contractants et impose en conséquence des bénéfices de cette entreprise qui ont été imposés dans l'autre Etat, cet autre Etat procède, dans la mesure nécessaire pour éliminer la double imposition de ces bénéfices, à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent si c'est nécessaire. La présente disposition ne s'applique pas dans les cas où une ou plusieurs des transactions donnant lieu à un ajustement des bénéfices sont considérées comme frauduleuses en vertu d'une décision administrative ou judiciaire.

5. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

6. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

7. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

8. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

#### **Article 8** **Navigation maritime et aérienne**

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Au sens du présent article, les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs comprennent notamment:

*a)* les bénéfices provenant de la location de navires ou d'aéronefs servant au transport en trafic international, tout armés et équipés;

*b)* les bénéfices provenant de la location coque nue de navires ou d'aéronefs, lorsque cette activité de location constitue une activité accessoire pour l'entreprise de transport en trafic international;

*c)* les bénéfices provenant de la location de conteneurs, lorsque cette activité de location constitue une activité accessoire pour l'entreprise de transport en trafic international.

3. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou, à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

4. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

#### **Article 9** **Entreprises Associées**

1. Lorsque

*a)* une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

*b)* les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas dans les cas où une ou plusieurs des transactions donnant lieu à un ajustement des bénéfices conformément au paragraphe 1 sont considérées comme frauduleuses en vertu d'une décision administrative ou judiciaire.

#### **Article 10** **Dividendes**

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:

*a)* 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société (autre qu'une société de personnes) qui détient directement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes;

*b)* 15 pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.

Nonobstant les dispositions précédentes du présent paragraphe, les dividendes ne sont pas imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident si le bénéficiaire effectif des dividendes est un fonds de pension qui est un résident de l'autre Etat contractant, à condition que les actions ou autres droits au titre desquels ces dividendes sont payés soient détenus aux fins d'une activité mentionnée à l'article 3, paragraphe 1, *m*).

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus qui sont soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat dont la société débitrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable situé dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.



### Article 11 Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts sont exemptés d'impôt dans l'Etat contractant d'où ils proviennent lorsqu'il s'agit:

a) d'intérêts payés à un fonds de pension, à condition que la créance au titre de laquelle ces intérêts sont payés soit détenue aux fins d'une activité mentionnée à l'article 3, paragraphe 1, m);

b) d'intérêts payés à l'autre Etat contractant, à l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou à une entité publique.

4. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Toutefois, ce terme ne comprend pas, au sens du présent article, les pénalisations pour paiement tardif ni les intérêts considérés comme des dividendes en vertu de l'article 10, paragraphe 3.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

### Article 12 Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances.

3. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et les films ou bandes enregistrées pour la radio ou la télévision, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant tire de l'autre Etat contractant des redevances pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique, ce résident peut choisir d'être imposé sur une base nette, comme s'il était un résident de l'autre Etat contractant. Ce choix peut être fait après l'application, sur le montant brut, de la retenue à la source visée au paragraphe 2.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

6. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

### Article 13 Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6, et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise), sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation d'actions qui tirent directement ou indirectement plus de 50 pour cent de leur valeur de biens immobiliers situés dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat. Toutefois, le présent paragraphe ne s'applique pas aux gains tirés de l'aliénation d'actions de sociétés cotées sur un marché boursier reconnu de l'un des Etats contractants, aux gains tirés de l'aliénation d'actions dans le cadre d'une fusion ou d'une scission de la société qui détient les actions, ou lorsque le bien immobilier dont les actions tirent leur valeur est un bien immobilier dans lequel une activité commerciale ou d'entreprise est exercée activement.

5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

#### **Article 14** **Revenus d'emploi**

1. Sous réserve des dispositions des articles 15, 17 et 18, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si:

a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant la période imposable considérée, et

b) les rémunérations sont payées par un employeur, ou pour le compte d'un employeur, qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et

c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

#### **Article 15** **Tantièmes**

1. Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les rémunérations qu'une personne visée au paragraphe 1 reçoit d'une société qui est un résident d'un Etat contractant en raison de l'exercice d'une activité journalière de direction ou de caractère technique, commercial ou financier, ainsi que les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant tire de son activité journalière en tant qu'associé dans une société, autre qu'une société par actions, qui est un résident d'un Etat contractant, sont imposables conformément aux dispositions de l'article 14, comme s'il s'agissait de rémunérations qu'un employé tire d'un emploi salarié et comme si l'employeur était la société.

#### **Article 16** **Artistes et sportifs**

1. Nonobstant les dispositions des articles 7 et 14, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7 et 14, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque les activités exercées dans un Etat contractant sont financées pour une large part au moyen de fonds publics de l'autre Etat contractant ou de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales. Dans ce cas, les revenus tirés de ces activités ne sont imposables que dans cet autre Etat contractant.

#### **Article 17** **Pensions**

1. Sous réserve des dispositions de l'article 18, paragraphe 2, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Ces pensions et autres rémunérations similaires sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et conformément à la législation de cet Etat. Toutefois, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut du paiement.

3. Les pensions et autres rémunérations similaires sont considérées comme provenant d'un Etat contractant dans la mesure où les cotisations à un régime de retraite ont donné lieu dans cet Etat à une déduction fiscale, une réduction d'impôt ou tout autre allègement fiscal.

#### **Article 18** **Fonctions publiques**

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires payés par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui:

(i) possède la nationalité de cet Etat; ou

(ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.

2. a) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres rémunérations similaires payées par un Etat contractant, ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces pensions et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité.

3. Les dispositions des articles 14, 15, 16 et 17 s'appliquent aux salaires, traitements, pensions et autres rémunérations similaires payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité d'entreprise exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

#### **Article 19** **Etudiants**

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant, et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

#### **Article 20** **Autres revenus**

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis à l'article 6, paragraphe 2, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la Convention et qui proviennent de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat s'ils ne sont pas effectivement imposés dans le premier Etat.

### CHAPITRE IV. — IMPOSITION DE LA FORTUNE

#### **Article 21** **Fortune**

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant est imposable dans cet autre Etat.

3. La fortune constituée par des navires et des aéronefs exploités en trafic international, ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, n'est imposable que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

### CHAPITRE V. — METHODES POUR ELIMINER LA DOUBLE IMPOSITION

#### **Article 22** **Elimination de la double imposition**

1. En ce qui concerne la Belgique:

a) Lorsqu'un résident de la Belgique reçoit des revenus, autres que des dividendes, des intérêts ou des redevances, ou possède des éléments de fortune qui sont imposés en Uruguay conformément aux dispositions de la présente Convention, la Belgique exempte de l'impôt ces revenus ou ces éléments de fortune. Nonobstant la disposition qui précède, lorsqu'une personne physique reçoit des revenus, autres que des dividendes, des intérêts ou des redevances, qui sont imposés en Uruguay conformément aux dispositions de la Convention, la Belgique n'exempte de l'impôt ces revenus que dans la mesure où ils sont effectivement imposés en Uruguay.

b) L'exemption prévue au sous-paragraphe a) est également accordée en ce qui concerne les revenus considérés comme des dividendes en vertu de la législation belge, qu'un résident de la Belgique reçoit au titre d'une participation dans une entité qui a son siège de direction effective en Uruguay, et qui n'a pas été imposée en tant que telle en Uruguay, à condition que le résident de la Belgique ait été imposé en Uruguay, proportionnellement à sa participation dans cette entité, sur les revenus qui servent au paiement des revenus considérés comme des dividendes en vertu de la législation belge. Le revenu exempté est le revenu perçu après déduction des frais, exposés en Belgique ou ailleurs, se rapportant à la gestion de la participation dans l'entité.

c) Nonobstant les dispositions des sous-paragraphes a) et b) et toute autre disposition de la Convention, la Belgique tient compte, pour la détermination des taxes additionnelles établies par les communes et les agglomérations belges, des revenus professionnels exemptés de l'impôt en Belgique conformément aux sous-paragraphes a) et b). Ces taxes additionnelles sont calculées sur l'impôt qui serait dû en Belgique si les revenus professionnels en question étaient tirés de sources belges.

Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention, les revenus reçus ou la fortune possédée par un résident de la Belgique sont exemptés de l'impôt en Belgique, la Belgique peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste du revenu ou de la fortune de ce résident, appliquer le même taux que si les revenus ou les éléments de fortune en question n'avaient pas été exemptés.

d) Les dispositions des sous-paragraphes a) et b) ne s'appliquent pas aux revenus reçus ou à la fortune possédée par un résident de la Belgique lorsque l'Uruguay applique les dispositions de la Convention pour exempter d'impôt ces revenus ou cette fortune, ou applique les dispositions de l'article 10, paragraphe 2, ou de l'article 11, paragraphe 2, pour limiter l'imposition de ces revenus.

e) Les dividendes qu'une société qui est un résident de la Belgique reçoit d'une société qui est un résident de l'Uruguay sont exemptés de l'impôt des sociétés en Belgique aux conditions et dans les limites prévues par la législation belge.

f) Lorsqu'une société qui est un résident de la Belgique reçoit d'une société qui est un résident de l'Uruguay des dividendes qui ne sont pas exemptés conformément au sous-paragraphe e), ces dividendes sont néanmoins exemptés de l'impôt des sociétés en Belgique si la société qui est un résident de l'Uruguay exerce activement en Uruguay une activité d'entreprise effective. Dans ce cas, ces dividendes sont exemptés aux conditions et dans les limites prévues par



la législation belge, à l'exception de celles relatives au régime fiscal applicable à la société qui est un résident de l'Uruguay ou aux revenus qui servent au paiement des dividendes. La présente disposition s'applique uniquement aux dividendes payés au moyen de revenus générés par l'exercice actif d'une activité d'entreprise.

g) Lorsqu'une société qui est un résident de la Belgique reçoit d'une société qui est un résident de l'Uruguay des dividendes qui sont compris dans son revenu global soumis à l'impôt belge et qui ne sont pas exemptés de l'impôt des sociétés conformément aux sous-paragraphes e) ou f), la Belgique déduit de l'impôt belge afférent à ces dividendes l'impôt uruguayen perçu sur ces dividendes conformément à l'article 10 et l'impôt uruguayen perçu sur les bénéfices qui servent au paiement de ces dividendes. Cette déduction ne peut excéder la fraction de l'impôt belge qui est proportionnellement afférente à ces dividendes.

h) Sous réserve des dispositions de la législation belge relatives à l'imputation sur l'impôt belge des impôts payés à l'étranger, lorsqu'un résident de la Belgique reçoit des éléments de revenu qui sont compris dans son revenu global soumis à l'impôt belge et qui consistent en intérêts ou en redevances, l'impôt uruguayen perçu sur ces revenus est imputé sur l'impôt belge afférent auxdits revenus.

i) Lorsque, conformément à la législation belge, des pertes subies par une entreprise exploitée par un résident de la Belgique dans un établissement stable situé en Uruguay ont été effectivement déduites des bénéfices de cette entreprise pour son imposition en Belgique, l'exemption prévue au sous-paragraphes a) ne s'applique pas en Belgique aux bénéfices d'autres périodes imposables qui sont imputables à cet établissement, dans la mesure où ces bénéfices ont aussi été exemptés d'impôt en Uruguay en raison de leur compensation avec lesdites pertes.

2. En Uruguay, la double imposition est éliminée de la manière suivante:

a) Les résidents de l'Uruguay qui reçoivent des revenus, autres que des dividendes, qui ont été soumis à l'impôt en Belgique conformément à la législation belge et en vertu des dispositions de la présente Convention peuvent imputer l'impôt ainsi payé sur tout impôt uruguayen dû au titre des mêmes revenus, sous réserve des dispositions applicables de la législation de l'Uruguay. La présente disposition s'applique également en ce qui concerne la fortune qui a été soumise à l'impôt en Belgique conformément à la législation belge et en vertu des dispositions de la présente Convention; l'impôt sur la fortune ainsi payé peut être imputé sur tout impôt uruguayen dû au titre de la même fortune, sous réserve des dispositions applicables de la législation de l'Uruguay. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt uruguayen sur le revenu ou sur la fortune, calculé avant déduction, correspondant selon le cas aux revenus ou à la fortune imposables en Belgique.

b) Lorsqu'une société qui est un résident de l'Uruguay reçoit d'une société qui est un résident de la Belgique des dividendes qui sont compris dans son revenu imposable soumis à l'impôt uruguayen, l'Uruguay déduit de l'impôt uruguayen afférent à ces dividendes l'impôt belge perçu sur ces dividendes conformément à l'article 10 et l'impôt belge perçu sur les bénéfices qui servent au paiement de ces dividendes. Cette déduction ne peut excéder la fraction de l'impôt uruguayen qui est proportionnellement afférente à ces dividendes.

c) Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention, les revenus reçus ou la fortune possédée par un résident de l'Uruguay sont exemptés de l'impôt en Uruguay, l'Uruguay peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste du revenu ou de la fortune de ce résident, tenir compte des revenus ou de la fortune exemptés.

## CHAPITRE VI. — DISPOSITIONS SPECIALES

### Article 23

#### Non-Discrimination

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. Les apatrides qui sont des résidents d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'un ou l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de l'Etat concerné qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence.

3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. A moins que les dispositions de l'article 9, paragraphe 1, de l'article 11, paragraphe 7, ou de l'article 12, paragraphe 7, ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

6. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

### Article 24

#### Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève de l'article 23, paragraphe 1, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans un délai de trois ans à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles, y compris au sein d'une commission mixte composée de ces autorités ou de leurs représentants, en vue de parvenir à un accord au sens des paragraphes précédents ou pour l'application de la présente Convention.

5. Lorsque,

a) en vertu du paragraphe 1, une personne a soumis un cas à l'autorité compétente d'un Etat contractant en se fondant sur le fait que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants ont entraîné pour cette personne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention, et que

b) les autorités compétentes ne parviennent pas à un accord permettant de résoudre ce cas en vertu du paragraphe 2 dans un délai de deux ans à compter de la présentation du cas à l'autorité compétente de l'autre Etat contractant,

les questions non résolues soulevées par ce cas sont soumises à arbitrage si la personne en fait la demande dans un délai de deux ans à compter du premier jour à partir duquel l'arbitrage peut être demandé. Ces questions non résolues ne sont toutefois pas soumises à arbitrage si une décision sur ces questions a déjà été rendue par un tribunal judiciaire ou administratif de l'un des Etats contractants. A moins qu'une personne directement concernée par le cas informe l'autorité compétente d'un Etat contractant, dans un délai de trois mois à compter de la communication de l'accord amiable par lequel la décision d'arbitrage est appliquée, qu'elle n'accepte pas cet accord amiable, la décision d'arbitrage est contraignante et est appliquée quels que soient les délais prévus par le droit interne des deux Etats contractants. Les autorités compétentes des Etats contractants règlent par accord amiable les modalités d'application du présent paragraphe.

#### Article 25

##### Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation:

a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;

b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;

c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément au présent article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. Les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un trust, une fondation, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

#### Article 26

##### Assistance en matière de recouvrement des impôts

1. Les Etats contractants se prêtent mutuellement assistance pour le recouvrement de leurs créances fiscales. Cette assistance n'est pas limitée par l'article 1. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent régler d'un commun accord les modalités d'application du présent article.

2. L'expression « créance fiscale » employée dans le présent article désigne toute somme due au titre d'impôts visés par la Convention, ainsi que les intérêts, pénalités administratives et coûts de recouvrement ou de conservation afférents à ces impôts.

3. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant est recouvrable en vertu de la législation de cet Etat et est due par une personne qui, à cette date, ne peut, en vertu de cette législation, empêcher son recouvrement, cette créance fiscale est, à la demande de l'autorité compétente de cet Etat, acceptée en vue de son recouvrement par l'autorité compétente de l'autre Etat contractant. Cette créance fiscale est recouvrée par cet autre Etat conformément aux dispositions de sa législation applicable en matière de recouvrement de ses propres impôts comme si la créance en question était une créance fiscale de cet autre Etat.

4. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant est une créance à l'égard de laquelle cet Etat peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement, cette créance est, à la demande de l'autorité compétente de cet Etat, acceptée aux fins de l'adoption de mesures conservatoires par l'autorité compétente de l'autre Etat contractant. Cet autre Etat prend des mesures conservatoires à l'égard de cette créance fiscale conformément aux dispositions de sa législation comme s'il s'agissait d'une créance fiscale de cet autre Etat même si, au moment où ces mesures sont appliquées, la créance fiscale n'est pas recouvrable dans le premier Etat ou est due par une personne qui a le droit d'empêcher son recouvrement.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 4, les délais de prescription et la priorité applicables, en vertu de la législation d'un Etat contractant, à une créance fiscale en raison de sa nature en tant que telle ne s'appliquent pas à une créance fiscale acceptée par cet Etat aux fins du paragraphe 3 ou 4. En outre, une créance fiscale acceptée par un Etat contractant aux fins du paragraphe 3 ou 4 ne peut se voir appliquer aucune priorité dans cet Etat en vertu de la législation de l'autre Etat contractant.

6. Les procédures concernant l'existence, la validité ou le montant d'une créance fiscale d'un Etat contractant ne sont pas soumises aux tribunaux ou organes administratifs de l'autre Etat contractant.

7. Lorsqu'à tout moment après qu'une demande ait été formulée par un Etat contractant en vertu du paragraphe 3 ou 4 et avant que l'autre Etat contractant ait recouvré et transmis le montant de la créance fiscale en question au premier Etat, cette créance fiscale cesse d'être

a) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 3, une créance fiscale du premier Etat qui est recouvrable en vertu de la législation de cet Etat et est due par une personne qui, à ce moment, ne peut, en vertu de la législation de cet Etat, empêcher son recouvrement, ou

b) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 4, une créance fiscale du premier Etat à l'égard de laquelle cet Etat peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement,

l'autorité compétente du premier Etat notifie promptement ce fait à l'autorité compétente de l'autre Etat et le premier Etat, au choix de l'autre Etat, suspend ou retire sa demande.

8. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation:

a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;

b) de prendre des mesures qui seraient contraires à l'ordre public;

c) de prêter assistance si l'autre Etat contractant n'a pas pris toutes les mesures raisonnables de recouvrement ou de conservation, selon le cas, qui sont disponibles en vertu de sa législation ou de sa pratique administrative;

d) de prêter assistance dans les cas où la charge administrative qui en résulte pour cet Etat est nettement disproportionnée par rapport aux avantages qui peuvent en être tirés par l'autre Etat contractant.

#### Article 27

##### Membres des missions diplomatiques et postes consulaires

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

### CHAPITRE VII. — DISPOSITIONS FINALES

#### Article 28

##### Entrée en vigueur

1. Les Gouvernements des Etats contractants se notifieront l'accomplissement des procédures requises par leur constitution pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. La Convention entrera en vigueur le quinzième jour suivant la date de la seconde des notifications visées au paragraphe 1 et ses dispositions seront applicables:

a) en ce qui concerne les impôts dus à la source, aux montants attribués ou mis en paiement à partir du 1<sup>er</sup> janvier de la première année civile suivant celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention; et

b) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu, aux périodes imposables commençant à partir du 1<sup>er</sup> janvier de la première année civile suivant celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention; et

c) en ce qui concerne tous les autres impôts, aux impôts dus au titre d'événements imposables se produisant à partir du 1<sup>er</sup> janvier de la première année civile suivant celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

#### Article 29

##### Dénonciation

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chacun des Etats contractants peut, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile à partir de la cinquième année suivant celle de l'entrée en vigueur de la Convention, la dénoncer, par écrit et par la voie diplomatique, à l'autre Etat contractant. En cas de dénonciation avant le 1<sup>er</sup> juillet d'une telle année, la Convention cessera de s'appliquer:

a) en ce qui concerne les impôts dus à la source, aux montants attribués ou mis en paiement à partir du 1<sup>er</sup> janvier de la première année civile suivant celle de la dénonciation;

b) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu, aux périodes imposables commençant à partir du 1<sup>er</sup> janvier de la première année civile suivant celle de la dénonciation;

c) en ce qui concerne tous les autres impôts, aux impôts dus au titre d'événements imposables se produisant à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit immédiatement celle de la dénonciation.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Montevideo, le 23 août 2013, en double exemplaire, en langues française, néerlandaise, espagnole et anglaise, les quatre textes faisant également foi. En cas de divergence entre les textes, le texte anglais prévaudra.

## PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République Orientale de l'Uruguay tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude fiscale, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. Nonobstant les dispositions de tout article de la Convention, aucune réduction ou exemption d'impôt prévue dans la Convention n'est appliquée à des revenus payés en relation avec un montage purement artificiel. Un montage n'est pas considéré comme purement artificiel lorsqu'il est prouvé qu'il correspond à une réalité économique.

2. Ad Article 4, paragraphe 1:

Il est entendu qu'une personne est « assujettie à l'impôt » dans un Etat contractant lorsque cette personne est soumise à la législation fiscale en vigueur dans cet Etat contractant, même si, conformément à cette législation, ses revenus ou sa fortune sont, en totalité ou en partie, exemptés d'impôt.

Il est entendu que l'expression « résident d'un Etat Contractant » comprend un fonds de pension établi dans cet Etat.

3. Ad Article 10, 11 et 12:

Si, après la signature de la présente Convention, un des Etats contractants signe avec un autre Etat, qui est membre de l'Union européenne, une Convention qui prévoit des taux d'imposition plus bas ou d'autres exemptions que ceux prévus aux articles 10, 11 ou 12 de la présente Convention, les autorités compétentes des Etats contractants se consulteront sur demande.

4. Ad Article 13, paragraphe 4:

Les termes « fusion » et « scission » ont le sens qu'ont ces termes:

a) en ce qui concerne la Belgique, dans la directive du Conseil 90/434/CEE du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'Etats membres différents;

b) en ce qui concerne l'Uruguay, dans la Loi 16.060 du 4 septembre 1989.

5. Ad articles 14 et 15:

Il est entendu qu'une compensation payée en raison de la cessation d'un emploi, ou d'un mandat dans une société, est imposable dans l'Etat contractant où cet emploi est exercé ou dont la société est un résident, si et dans la mesure où les salaires ou rétributions reçus durant l'année civile précédant la cessation de cet emploi ou de ce mandat au titre de cet emploi ou de ce mandat sont imposables dans cet Etat conformément aux dispositions de l'article 14 ou de l'article 15, selon le cas.

6. Ad article 17, paragraphe 2:

Dans le cas de contrats prévoyant le versement d'un capital de pension, la limitation à 10 pour cent de l'impôt dans un Etat contractant est applicable si le bénéficiaire est un résident de l'autre Etat contractant et si, à la date de sa demande de remboursement, ce bénéficiaire a satisfait en tant que pensionné à la condition de résidence dans cet autre Etat contractant pendant une période ininterrompue d'au moins cinq ans. Lorsqu'il a rempli cette dernière condition, le bénéficiaire peut introduire la demande en question.

7. Ad article 20, paragraphe 3 et article 22, paragraphe 1, a):

Pour l'application de l'article 20, paragraphe 3 et de l'article 22, paragraphe 1, a), un élément de revenu est effectivement imposé dans un Etat contractant lorsque cet élément de revenu est soumis à l'impôt dans cet Etat contractant et n'y bénéficie pas d'une exemption d'impôt en tant que tel.

8. Ad article 22, paragraphe 1, a), b) et f):

a) Pour l'application de l'article 22, paragraphe 1, a) et b), un élément de revenu est « imposé » en Uruguay, notamment, lorsque cet élément de revenu est soumis en Uruguay à un ou plusieurs des régimes suivants (tels qu'ils peuvent être éventuellement modifiés sans que ces changements en affectent les principes fondamentaux):

(i) Décret-Loi 14.335 du 23 décembre 1974 – Loi pour la promotion du tourisme (*Tourism Promotion Law*);

(ii) Loi 15.921 du 17 décembre 1987 – Loi sur les zones franches (*Free Zones Law*);

(iii) Loi 15.939 du 28 décembre 1987 – Loi sur les exploitations agricoles (*Forestry Law*);

(iv) Article 92 de la Loi 16.002 du 25 novembre 1988 – Avantages en matière de plantations d'agrumes (*Citrus Plantation Benefits*);

(v) Loi 16.906 du 7 janvier 1998 – Loi pour la promotion des investissements (*Investments Promotion Law*); et

(vi) Article 52, Titre 4 Texto Ordenado 1996, Loi 18.083 du 27 décembre 2006 – Avantages en matière de biotechnologie et de logiciels (*Biotechnology and Software Benefits*).

La présente disposition ne s'applique aux bénéfices des sociétés que si ces bénéfices sont tirés de l'exercice actif d'une activité d'entreprise en Uruguay.

b) L'article 22, paragraphe 1, a) et f) s'applique aux revenus ou dividendes payés au moyen de bénéfices tirés en Uruguay de l'exercice d'activités financières ou d'activités de holding ou de services (y compris les activités de services visées au a), (ii) ci-dessus) lorsque ces revenus ou bénéfices sont exemptés d'impôt en Uruguay, mais seulement si ces revenus ou bénéfices ne comprennent pas d'éléments qui ont été déduits de revenus ou de bénéfices imposables en Belgique.

Après une période de 10 ans suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les autorités compétentes évalueront la présente disposition, et si c'est nécessaire, les Etats contractants engageront des négociations en vue d'en réviser la portée.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

**FAIT** à Montevideo, le 23 août 2013, en double exemplaire, en langues française, néerlandaise, espagnole et anglaise, les quatre textes faisant également foi. En cas de divergence entre les textes, le texte anglais prévaudra.



OVEREENKOMST TUSSEN HET KONINKRIJK BELGIË EN DE REPUBLIEK TEN OOSTEN VAN DE URUGUAY  
TOT HET VERMIJDEN VAN DUBBELE BELASTING INZAKE BELASTINGEN NAAR HET INKOMEN EN  
NAAR HET VERMOGEN EN TOT HET VOORKOMEN VAN HET ONTDUIKEN VAN BELASTING

HET KONINKRIJK BELGIË,  
DE VLAAMSE GEMEENSCHAP,  
DE FRANSE GEMEENSCHAP,  
DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP,  
HET VLAAMSE GEWEST,  
HET WAALSE GEWEST,  
en HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST,  
enerzijds,

EN

DE REPUBLIEK TEN OOSTEN VAN DE URUGUAY,  
anderzijds,

WENSENDE een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

HOOFDSTUK I. — WERKINGSSFEER VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 1

Personen op wie de Overeenkomst van toepassing is

Deze Overeenkomst is van toepassing op personen die inwoner zijn van een of van beide overeenkomstsluitende Staten.

Artikel 2

Belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is

1. Deze Overeenkomst is van toepassing op belastingen naar het inkomen en naar het vermogen die, ongeacht de wijze van heffing, worden geheven ten behoeve van een overeenkomstsluitende Staat of van de staatkundige onderdelen of plaatselijke gemeenschappen daarvan.

2. Als belastingen naar het inkomen en naar het vermogen worden beschouwd alle belastingen die worden geheven van het gehele inkomen, van het gehele vermogen, of van bestanddelen van het inkomen of van het vermogen, daaronder begrepen belastingen naar voordelen verkregen uit de vervreemding van roerende of onroerende goederen, belastingen naar het totale bedrag van de door ondernemingen betaalde lonen of salarissen, alsmede belastingen naar waardevermeerdering.

3. De bestaande belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is, zijn met name:

a) in België:

(i) de personenbelasting;

(ii) de vennootschapsbelasting;

(iii) de rechtspersonenbelasting;

(iv) de belasting van niet-inwoners;

met inbegrip van de voorheffingen en de opcentiemen op die belastingen en voorheffingen;

(hierna te noemen “Belgische belasting”);

b) in Uruguay:

(i) de belasting op bedrijfsinkomsten (Impuesto a las Rentas de las Actividades Económicas - IRAE);

(ii) de personenbelasting (Impuesto a las Rentas de las Personas Físicas - IRPF);

(iii) de belasting van niet-inwoners (Impuesto a las Rentas de los No Residentes - IRNR);

(iv) de belasting voor de socialezekerheidsbijstand (Impuesto de Asistencia a la Seguridad Social - IASS); en

(v) de vermogensbelasting (Impuesto al Patrimonio - IP);

(hierna te noemen “Uruguayaanse belasting”).

4. De Overeenkomst is ook van toepassing op alle gelijke of in wezen gelijksoortige belastingen die na de datum van de ondertekening van de Overeenkomst naast of in de plaats van de bestaande belastingen worden geheven. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten delen elkaar alle belangrijke wijzigingen mee die in hun belastingwetten zijn aangebracht.

HOOFDSTUK II. — BEGRIPSBEPALINGEN

Artikel 3

Algemene bepalingen

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst, tenzij het zinsverband anders vereist:

a) betekent de uitdrukking “België” het Koninkrijk België; in aardrijkskundig verband gebruikt betekent zij het grondgebied van het Koninkrijk België, daaronder begrepen de territoriale zee en alle andere maritieme zones en luchtgebieden waarover het Koninkrijk België, in overeenstemming met het internationaal recht, soevereine rechten of zijn rechtsmacht uitoefent;

b) betekent de uitdrukking “Uruguay” het grondgebied van de Republiek ten Oosten van de Uruguay, en in aardrijkskundig verband gebruikt betekent zij het grondgebied op hetwelk de belastingwetten worden toegepast, inclusief het luchtruim en de maritieme zones die in overeenstemming met het internationaal en nationaal recht onder de Uruguayaanse soevereine rechten of rechtsmacht vallen;

c) betekenen de uitdrukkingen “een overeenkomstsluitende Staat” en “de andere overeenkomstsluitende Staat” België of Uruguay, al naar het zinsverband vereist;

d) betekent de uitdrukking “belasting” Belgische of Uruguayaanse belasting, al naar het zinsverband vereist;

e) omvat de uitdrukking “persoon” een natuurlijke persoon, een vennootschap en elke andere vereniging van personen;



f) betekent de uitdrukking “vennootschap” elke rechtspersoon of elke entiteit die voor de belastingheffing als een rechtspersoon wordt behandeld;

g) heeft de uitdrukking “onderneming” betrekking op het uitoefenen van eender welk bedrijf;

h) betekenen de uitdrukkingen “onderneming van een overeenkomstsluitende Staat” en “onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat” respectievelijk een onderneming gedreven door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat en een onderneming gedreven door een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat;

i) betekent de uitdrukking “internationaal verkeer” elk vervoer door een schip of luchtvaartuig dat wordt geëxploiteerd door een onderneming die haar plaats van werkelijke leiding in een overeenkomstsluitende Staat heeft, behalve indien het schip of luchtvaartuig slechts tussen in de andere overeenkomstsluitende Staat gelegen plaatsen wordt geëxploiteerd;

j) betekent de uitdrukking “bevoegde autoriteit”:

(i) in België, naargelang het geval, de Minister van Financiën van de Federale Regering en/of van de Regering van een Gewest en/of van een Gemeenschap, of zijn gemachtigde vertegenwoordiger;

(ii) in Uruguay, de Minister van Economie en Financiën of zijn bevoegde vertegenwoordiger;

k) betekent de uitdrukking “onderdaan”, met betrekking tot een overeenkomstsluitende Staat:

(i) elke natuurlijke persoon die de nationaliteit of het staatsburgerschap van die overeenkomstsluitende Staat bezit; en

(ii) elke rechtspersoon, deelgenootschap (partnership) of vereniging waarvan de rechtspositie als zodanig is ontleend aan de wetgeving die in die overeenkomstsluitende Staat van kracht is;

l) omvat de uitdrukking “uitoefenen van een bedrijf” het uitoefenen van een vrij beroep en het uitoefenen van andere werkzaamheden van zelfstandige aard;

m) betekent de uitdrukking “pensioenfonds” elke persoon die in een overeenkomstsluitende Staat gevestigd is en die:

(i) pensioenstelsels beheert of pensioenuitkeringen verschaft; of

(ii) inkomsten verwerft ten voordele van een of meer personen die zich bezig-houden met het beheren van pensioenstelsels of het verschaffen van pensioenuitkeringen; en

op voorwaarde dat die persoon:

(i) wat België betreft, gereguleerd wordt door de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten (FSMA) of door de Nationale Bank van België of geregistreerd is bij de Belgische belastingadministratie; ofwel

(ii) wat Uruguay betreft, de Banco de Previsión Social is, de pensioenfondsen (Administradoras de Fondos de Ahorro Previsional - AFAP) en de verzekeringsondernemingen die gereguleerd worden door Wet 16.713, en andere socialezekerheidsondernemingen die gereguleerd worden door de Uruguayaanse wetgeving.

2. Voor de toepassing van de Overeenkomst op enig tijdstip door een overeenkomstsluitende Staat heeft, tenzij het zinsverband anders vereist, elke niet erin omschreven uitdrukking de betekenis welke die uitdrukking op dat tijdstip heeft volgens de wetgeving van die Staat met betrekking tot de belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is. Elke betekenis overeenkomstig de belastingwetgeving die in die Staat van toepassing is, heeft voorrang op een betekenis die aan die uitdrukking wordt gegeven overeenkomstig andere wetten van die Staat.

#### Artikel 4 Inwoner

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst betekent de uitdrukking “inwoner van een overeenkomstsluitende Staat” iedere persoon die, ingevolge de wetgeving van die Staat, aldaar aan belasting is onderworpen op grond van zijn woonplaats, verblijf, plaats van leiding, plaats van oprichting of enige andere soortgelijke omstandigheid, en omvat zij eveneens die Staat en elk staatkundig onderdeel of plaatselijke gemeenschap daarvan. Die uitdrukking omvat echter niet personen die in die Staat alleen ter zake van inkomsten uit in die Staat gelegen bronnen of ter zake van aldaar gelegen vermogen aan belasting zijn onderworpen.

2. Indien een natuurlijke persoon ingevolge de bepalingen van paragraaf 1 inwoner van beide overeenkomstsluitende Staten is, wordt zijn toestand als volgt geregeld:

a) hij wordt geacht enkel inwoner te zijn van de Staat waar hij een duurzaam tehuis tot zijn beschikking heeft; indien hij in beide Staten een duurzaam tehuis tot zijn beschikking heeft, wordt hij geacht enkel inwoner te zijn van de Staat waarmee zijn persoonlijke en economische betrekkingen het nauwst zijn (middelpunt van de levensbelangen);

b) indien niet kan worden bepaald in welke Staat hij het middelpunt van zijn levensbelangen heeft of indien hij in geen van de Staten een duurzaam tehuis tot zijn beschikking heeft, wordt hij geacht enkel inwoner te zijn van de Staat waar hij gewoonlijk verblijft;

c) indien hij gewoonlijk verblijft in beide Staten of in geen van beide, wordt hij geacht enkel inwoner te zijn van de Staat waarvan hij onderdaan is;

d) indien hij onderdaan is van beide Staten of van geen van beide, regelen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten de aangelegenheid in onderlinge overeenstemming.

3. Indien een andere dan een natuurlijke persoon ingevolge de bepalingen van paragraaf 1 inwoner is van beide overeenkomstsluitende Staten, wordt hij geacht enkel inwoner te zijn van de Staat waar zijn plaats van werkelijke leiding is gelegen.

#### Artikel 5 Vaste inrichting

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst betekent de uitdrukking “vaste inrichting” een vaste bedrijfsinrichting met behulp waarvan de werkzaamheden van een onderneming geheel of gedeeltelijk worden uitgeoefend.

2. De uitdrukking “vaste inrichting” omvat in het bijzonder:

a) een plaats waar leiding wordt gegeven;

b) een filiaal;

c) een kantoor;

d) een fabriek;

e) een werkplaats; en

f) een mijn, een olie- of gasbron, een steengroeve of enige andere plaats waar natuurlijke rijkdommen worden gewonnen.

3. De uitdrukking “vaste inrichting” omvat eveneens:

a) de plaats van uitvoering van een bouwwerk of van constructie- of installatiewerkzaamheden, doch alleen indien de duur van dat bouwwerk of die werkzaamheden 6 maanden te boven gaat;

b) het verstrekken van diensten in een overeenkomstsluitende Staat, daaronder begrepen adviezen, door een onderneming door middel van werknemers of ander personeel die de onderneming daarvoor in dienst heeft genomen, doch alleen indien die werknemers of dat personeel in die overeenkomstsluitende Staat aanwezig zijn (voor dezelfde of ermee verband houdende werkzaamheden) gedurende een tijdvak of tijdvakken waarvan de duur in totaal 6 maanden in enig tijdvak van 12 maanden te boven gaat.

4. Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van dit artikel wordt een “vaste inrichting” niet aanwezig geacht indien:

a) gebruik wordt gemaakt van inrichtingen, uitsluitend voor de opslag, uitstalling of levering van aan de onderneming toebehorende goederen of koopwaar;

b) een voorraad van aan de onderneming toebehorende goederen of koopwaar wordt aangehouden, uitsluitend voor opslag, uitstalling of levering;

c) een voorraad van aan de onderneming toebehorende goederen of koopwaar wordt aangehouden, uitsluitend voor de bewerking of verwerking door een andere onderneming;

d) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om voor de onderneming goederen of koopwaar aan te kopen of inlichtingen in te winnen;

e) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om voor de onderneming andere werkzaamheden te verrichten, die van voorbereidende aard zijn of het karakter van hulpwerkzaamheden hebben;

f) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om verscheidene van de in de subparagrafen a) tot e) vermelde werkzaamheden te verrichten, op voorwaarde dat het geheel van de werkzaamheden van de vaste bedrijfsinrichting van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheden heeft.

5. Indien een persoon – niet zijnde een onafhankelijke vertegenwoordiger op wie paragraaf 6 van toepassing is – voor een onderneming werkzaam is en in een overeenkomstsluitende Staat een machtiging bezit om namens de onderneming overeenkomsten af te sluiten en dit recht aldaar gewoonlijk uitoefent, wordt die onderneming, niettegenstaande de bepalingen van de paragrafen 1 en 2, geacht een vaste inrichting in die Staat te hebben voor alle werkzaamheden welke deze persoon voor de onderneming verricht, tenzij de werkzaamheden van die persoon beperkt blijven tot de in paragraaf 4 vermelde werkzaamheden die, indien zij met behulp van een vaste bedrijfsinrichting zouden worden verricht, die vaste bedrijfsinrichting niet tot een vaste inrichting zouden stempelen ingevolge de bepalingen van die paragraaf.

6. Een onderneming wordt niet geacht een vaste inrichting in een overeenkomstsluitende Staat te bezitten op grond van de enkele omstandigheid dat zij aldaar zaken doet door middel van een makelaar, een algemeen commissionair of enige andere onafhankelijke vertegenwoordiger, op voorwaarde dat deze personen in de normale uitoefening van hun bedrijf handelen.

7. De enkele omstandigheid dat een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, een vennootschap beheerst of wordt beheerst door een vennootschap die inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat of die in die andere Staat zaken doet (hetzij met behulp van een vaste inrichting, hetzij op andere wijze), stempelt een van beide vennootschappen niet tot een vaste inrichting van de andere.

### HOOFDSTUK III. — BELASTINGHEFFING NAAR HET INKOMEN

#### Artikel 6

##### Inkomsten uit onroerende goederen

1. Inkomsten die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit in de andere overeenkomstsluitende Staat gelegen onroerende goederen (daaronder begrepen inkomsten uit landbouw- of bosbedrijven) mogen in die andere Staat worden belast.

2. De uitdrukking “onroerende goederen” heeft de betekenis die daaraan wordt toegekend door het recht van de overeenkomstsluitende Staat waar de desbetreffende goederen zijn gelegen. De uitdrukking omvat in ieder geval de goederen die bij de onroerende goederen behoren, levende en dode have van landbouw- en bosbedrijven, rechten waarop de bepalingen van het privaatrecht betreffende de grondeigendom van toepassing zijn, vruchtgebruik van onroerende goederen en rechten op veranderlijke of vaste vergoedingen ter zake van de exploitatie, of het recht tot exploitatie, van minerale aardlagen, bronnen en andere bodemrijksdommen; schepen en luchtvaartuigen worden niet als onroerende goederen beschouwd.

3. De bepalingen van paragraaf 1 zijn van toepassing op inkomsten verkregen uit de rechtstreekse exploitatie of het rechtstreekse genot, uit het verhuren of het verpachten, of uit elke andere vorm van exploitatie van onroerende goederen.

4. De bepalingen van de paragrafen 1 en 3 zijn ook van toepassing op inkomsten uit onroerende goederen van een onderneming.

#### Artikel 7

##### Ondernemingswinst

1. Winst van een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat is slechts in die Staat belastbaar, tenzij de onderneming in de andere overeenkomstsluitende Staat een bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting. Indien de onderneming aldus haar bedrijf uitoefent, mag de winst van de onderneming in de andere Staat worden belast, maar slechts in zoverre als zij aan die vaste inrichting kan worden toegerekend.

2. Onder voorbehoud van de bepalingen van paragraaf 3 wordt, indien een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat een bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting, in elke overeenkomstsluitende Staat aan die vaste inrichting de winst toegerekend die zij geacht zou kunnen worden te behalen indien zij een onafhankelijke onderneming zou zijn, die dezelfde of soortgelijke werkzaamheden zou uitoefenen onder dezelfde of soortgelijke omstandigheden en die geheel onafhankelijk zou handelen.

3. Bij het bepalen van de winst van een vaste inrichting wordt de aftrek toegestaan van kosten, daaronder begrepen kosten van leiding en algemene beheerskosten, die ten behoeve van de vaste inrichting zijn gemaakt, hetzij in de Staat waar de vaste inrichting is gevestigd, hetzij elders.

4. Indien een overeenkomstsluitende Staat in overeenstemming met paragraaf 2 de winst herziert die kan worden toegerekend aan een vaste inrichting van een onderneming van een van de overeenkomstsluitende Staten, en dienovereenkomstig winst van de onderneming belast die in de andere Staat is belast, herziert die andere Staat op passende wijze het bedrag aan belasting dat aldaar van die winst is geheven, voor zover zulks nodig is om dubbele belasting van die winst te vermijden. Bij het bepalen van die herziening plegen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten indien nodig overleg met elkaar. Deze bepaling is niet van toepassing wanneer een of meer transacties, die tot een herziening van de winst leiden, volgens een administratieve of gerechtelijke beslissing als frauduleus beschouwd worden.

5. Voor zover het in een overeenkomstsluitende Staat gebruikelijk is de aan een vaste inrichting toe te rekenen winst te bepalen op basis van een verdeling van de totale winst van de onderneming over haar verschillende delen, belet paragraaf 2 die overeenkomstsluitende Staat niet de te belasten winst te bepalen volgens de gebruikelijke verdeling; de gevolgde methode van verdeling moet echter zodanig zijn dat het resultaat in overeenstemming is met de in dit artikel neergelegde beginselen.

6. Geen winst wordt aan een vaste inrichting toegerekend enkel op grond van de aankoop door die vaste inrichting van goederen of koopwaar voor de onderneming.

7. Voor de toepassing van de voorgaande paragrafen wordt de aan de vaste inrichting toe te rekenen winst van jaar tot jaar volgens dezelfde methode bepaald, tenzij er een goede en genoegzame reden bestaat om hiervan af te wijken.

8. Indien in de winst inkomstenbestanddelen zijn begrepen die afzonderlijk in andere artikelen van de Overeenkomst worden behandeld, worden de bepalingen van die artikelen niet aangetast door de bepalingen van dit artikel.

#### **Artikel 8** **Zeevaart en luchtvaart**

1. Winst uit de exploitatie van schepen of luchtvaartuigen in internationaal verkeer is slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.

2. Voor de toepassing van dit artikel omvat winst verkregen uit de exploitatie van schepen of luchtvaartuigen in internationaal verkeer met name:

a) winst uit het verhuren met volledige uitrusting, bemanning en voorraden, van schepen of luchtvaartuigen die in internationaal verkeer worden gebruikt;

b) winst uit het verhuren van onbemande schepen of luchtvaartuigen indien die verhuring een bijkomstige activiteit is voor de onderneming die werkzaam is in internationaal verkeer;

c) winst uit het verhuren van laadkisten indien die verhuring een bijkomstige werkzaamheid is voor de onderneming die werkzaam is in internationaal verkeer.

3. Indien de plaats van de werkelijke leiding van een zeescheepvaartonderneming zich aan boord van een schip bevindt, wordt deze plaats geacht te zijn gelegen in de overeenkomstsluitende Staat waar het schip zijn thuishaven heeft, of, indien er geen thuishaven is, in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de exploitant van het schip inwoner is.

4. De bepalingen van paragraaf 1 zijn ook van toepassing op winst verkregen uit de deelneming in een pool, een gemeenschappelijk bedrijf of een internationaal bedrijfslichaam.

#### **Artikel 9** **Afhankelijke ondernemingen**

1. Indien

a) een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat onmiddellijk of middellijk deelneemt aan de leiding van, aan het toezicht op, of in het kapitaal van een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat, of

b) dezelfde personen onmiddellijk of middellijk deelnemen aan de leiding van, aan het toezicht op, of in het kapitaal van een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat en van een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat,

en in het ene en in het andere geval tussen de twee ondernemingen in hun handelsbetrekkingen of financiële betrekkingen voorwaarden worden overeengekomen of opgelegd die afwijken van die welke zouden worden overeengekomen tussen onafhankelijke ondernemingen, mag winst die een van de ondernemingen zonder deze voorwaarden zou hebben behaald maar ten gevolge van die voorwaarden niet heeft behaald, worden begrepen in de winst van die onderneming en dienovereenkomstig worden belast.

2. Indien een overeenkomstsluitende Staat in de winst van een onderneming van die Staat winst opneemt – en dienovereenkomstig belast – ter zake waarvan een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat in die andere Staat is belast, en de aldus opgenomen winst is die de onderneming van de eerstgenoemde Staat zou hebben behaald indien tussen de twee ondernemingen zodanige voorwaarden zouden zijn overeengekomen als tussen onafhankelijke ondernemingen zouden zijn overeengekomen, herziert die andere Staat op passende wijze het bedrag aan belasting dat aldaar van die winst is geheven. Bij het bepalen van die herziening wordt rekening gehouden met de overige bepalingen van deze Overeenkomst en plegen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten indien nodig overleg met elkaar.

3. De bepalingen van paragraaf 2 zijn niet van toepassing wanneer een of meer transacties, die tot een herziening van de winst overeenkomstig paragraaf 1 leiden, volgens een administratieve of gerechtelijke beslissing als frauduleus beschouwd worden.

#### **Artikel 10** **Dividenden**

1. Dividenden betaald door een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat, mogen in die andere Staat worden belast.

2. Deze dividenden mogen echter ook in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap die de dividenden betaalt inwoner is overeenkomstig de wetgeving van die Staat worden belast, maar indien de uiteindelijk gerechtigde tot de dividenden inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mag de aldus geheven belasting niet hoger zijn dan:

a) 5 percent van het brutobedrag van de dividenden indien de uiteindelijk gerechtigde een vennootschap is (niet zijnde een deelgenootschap) die onmiddellijk ten minste 10 percent bezit van het kapitaal van de vennootschap die de dividenden betaalt;

b) 15 percent van het brutobedrag van de dividenden in alle andere gevallen.

Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van deze paragraaf worden dividenden niet belast in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap die de dividenden betaalt inwoner is indien de uiteindelijk gerechtigde tot de dividenden een pensioenfonds is dat inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, op voorwaarde dat de aandelen of andere rechten ter zake waarvan die dividenden worden betaald, in bezit worden gehouden voor het uitoefenen van een in artikel 3, paragraaf 1, *m*) bedoelde activiteit.

Deze paragraaf laat onverlet de belastingheffing van de vennootschap ter zake van de winst waaruit de dividenden worden betaald.

3. De uitdrukking “dividenden”, zoals gebezigd in dit artikel, betekent inkomsten uit aandelen, winstaandelen of winstbewijzen, mijnaandelen, oprichtersaandelen of andere rechten op een aandeel in de winst, met uitzondering van schuldvorderingen, alsmede inkomsten die door de belastingwetgeving van de Staat waarvan de uitkerende vennootschap inwoner is op dezelfde wijze in de belastingheffing worden betrokken als inkomsten uit aandelen.

4. De bepalingen van de paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing indien de uiteindelijk gerechtigde tot de dividenden, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap die de dividenden betaalt inwoner is, een bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting en het aandelenbezit uit hoofde waarvan de dividenden worden betaald, wezenlijk is verbonden met die vaste inrichting. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 van toepassing.

5. Indien een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat winst of inkomsten verkrijgt uit de andere overeenkomstsluitende Staat, mag die andere Staat geen belasting heffen van de door de vennootschap betaalde dividenden, behalve voor zover die dividenden aan een inwoner van die andere Staat worden betaald of voor zover het aandelenbezit uit hoofde waarvan de dividenden worden betaald wezenlijk is verbonden met een in die andere Staat gelegen vaste inrichting. Die andere Staat mag evenmin de niet uitgedeelde winst van de vennootschap onderwerpen aan een belasting op niet uitgedeelde winst van de vennootschap, zelfs indien de betaalde dividenden of de niet uitgedeelde winst geheel of gedeeltelijk bestaan uit winst of inkomsten die uit die andere Staat afkomstig zijn.

#### **Artikel 11** **Interest**

1. Interest afkomstig uit een overeenkomstsluitende Staat en betaald aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat mag in die andere Staat worden belast.

2. Deze interest mag echter ook in de overeenkomstsluitende Staat waaruit hij afkomstig is overeenkomstig de wetgeving van die Staat worden belast, maar indien de uiteindelijk gerechtigde tot de interest inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mag de aldus geheven belasting niet hoger zijn dan 10 percent van het brutobedrag van de interest.

3. Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 2 is interest van belasting vrijgesteld in de overeenkomstsluitende Staat waaruit hij afkomstig is indien het gaat om:

*a*) interest betaald aan een pensioenfonds, op voorwaarde dat de schuldvordering ter zake waarvan die interest betaald wordt in bezit wordt gehouden voor het uitoefenen van een in artikel 3, paragraaf 1, *m*) bedoelde activiteit;

*b*) interest betaald aan de andere overeenkomstsluitende Staat, aan een van de staatkundige onderdelen of plaatselijke gemeenschappen daarvan of aan een openbare entiteit.

4. De uitdrukking “interest”, zoals gebezigd in dit artikel, betekent inkomsten uit schuldvorderingen van welke aard ook, al dan niet gewaarborgd door hypotheek en al dan niet aanspraak gevend op een aandeel in de winst van de schuldenaar, en in het bijzonder inkomsten uit overheidsleningen en obligaties, daaronder begrepen premies en loten op die effecten. Voor de toepassing van dit artikel omvat deze uitdrukking echter niet boeten voor laattijdige betaling noch interest die overeenkomstig artikel 10, paragraaf 3, als dividenden wordt beschouwd.

5. De bepalingen van de paragrafen 1, 2 en 3 zijn niet van toepassing indien de uiteindelijk gerechtigde tot de interest, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waaruit de interest afkomstig is, een bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting en de schuldvordering uit hoofde waarvan de interest is verschuldigd wezenlijk is verbonden met die vaste inrichting. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 van toepassing.

6. Interest wordt geacht uit een overeenkomstsluitende Staat afkomstig te zijn indien de schuldenaar een inwoner van die Staat is. Indien evenwel de schuldenaar van de interest, ongeacht of hij inwoner van een overeenkomstsluitende Staat is of niet, in een overeenkomstsluitende Staat een vaste inrichting heeft waarvoor de schuld ter zake waarvan de interest wordt betaald is aangegaan, en die interest ten laste komt van die vaste inrichting, wordt die interest geacht afkomstig te zijn uit de Staat waar de vaste inrichting gevestigd is.

7. Indien, ten gevolge van een bijzondere verhouding tussen de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde of tussen hen beiden en een derde, het bedrag van de interest hoger is dan het bedrag dat zonder zulk een verhouding door de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde zou zijn overeengekomen, zijn de bepalingen van dit artikel slechts op het laatstbedoelde bedrag van toepassing. In dat geval blijft het daarboven uitgaande deel van de betalingen belastbaar overeenkomstig de wetgeving van elke overeenkomstsluitende Staat en met inachtneming van de overige bepalingen van deze Overeenkomst.

#### **Artikel 12** **Royalty's**

1. Royalty's afkomstig uit een overeenkomstsluitende Staat en betaald aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat mogen in die andere Staat worden belast.

2. Deze royalty's mogen echter ook in de overeenkomstsluitende Staat waaruit zij afkomstig zijn overeenkomstig de wetgeving van die Staat worden belast, maar indien de uiteindelijk gerechtigde tot de royalty's inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mag de aldus geheven belasting niet hoger zijn dan 10 percent van het brutobedrag van de royalty's.

3. De uitdrukking “royalty's”, zoals gebezigd in dit artikel, betekent vergoedingen van welke aard ook voor het gebruik van, of voor het recht van gebruik van, een auteursrecht op een werk op het gebied van letterkunde, kunst of wetenschap, daaronder begrepen bioscoopfilms en films of banden gebruikt voor televisie- of radiouitzendingen, van een octrooi, een fabrieks- of handelsmerk, een tekening, een model, een plan, een geheim recept of een geheime werkwijze, of voor het gebruik van, of het recht van gebruik van, nijverheids-, handels- of wetenschappelijke uitrusting of voor inlichtingen omtrent ervaringen op het gebied van nijverheid, handel of wetenschap.



4. Wanneer een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat royalty's verkrijgt uit de andere overeenkomstsluitende Staat voor het gebruik van, of voor het recht van gebruik van, nijverheids-, handels- of wetenschappelijke uitrusting, kan die inwoner ervoor kiezen om belast te worden op een nettogrondslag als ware hij een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat. Die keuze mag worden gemaakt nadat de in paragraaf 2 beschreven voorheffing op het brutobedrag werd toegepast.

5. De bepalingen van paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing indien de uiteindelijk gerechtigde tot de royalty's, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waaruit de royalty's afkomstig zijn, een bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting en het recht of het goed uit hoofde waarvan de royalty's verschuldigd zijn wezenlijk is verbonden met die vaste inrichting. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 van toepassing.

6. Royalty's worden geacht uit een overeenkomstsluitende Staat afkomstig te zijn indien de schuldenaar een inwoner van die Staat is. Indien evenwel de schuldenaar van de royalty's, ongeacht of hij inwoner van een overeenkomstsluitende Staat is of niet, in een overeenkomstsluitende Staat een vaste inrichting heeft waarvoor de verbintenis uit hoofde waarvan de royalty's worden betaald is aangegaan en die de last van de royalty's draagt, worden die royalty's geacht afkomstig te zijn uit de Staat waar de vaste inrichting is gevestigd.

7. Indien, ten gevolge van een bijzondere verhouding tussen de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde of tussen hen beiden en een derde, het bedrag van de royalty's hoger is dan het bedrag dat zonder zulk een verhouding door de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde zou zijn overeengekomen, zijn de bepalingen van dit artikel slechts op het laatstbedoelde bedrag van toepassing. In dat geval blijft het daarboven uitgaande deel van de betalingen belastbaar overeenkomstig de wetgeving van elke overeenkomstsluitende Staat en met inachtneming van de overige bepalingen van deze Overeenkomst.

### **Artikel 13** **Vermogenswinst**

1. Voordelen die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit de vervreemding van onroerende goederen zoals bedoeld in artikel 6 en die in de andere overeenkomstsluitende Staat zijn gelegen, mogen in die andere Staat worden belast.

2. Voordelen verkregen uit de vervreemding van roerende goederen die deel uitmaken van het bedrijfsvermogen van een vaste inrichting die een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat heeft, daaronder begrepen voordelen verkregen uit de vervreemding van die vaste inrichting (alleen of met de gehele onderneming), mogen in die andere Staat worden belast.

3. Voordelen verkregen uit de vervreemding van schepen of luchtvaartuigen die in internationaal verkeer worden geëxploiteerd of van roerende goederen die bij de exploitatie van die schepen of luchtvaartuigen worden gebruikt, zijn slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.

4. Voordelen die door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat worden verkregen uit de vervreemding van aandelen waarvan meer dan 50 percent van de waarde onmiddellijk of middellijk bestaat uit in de andere overeenkomstsluitende Staat gelegen onroerende goederen, mogen in die andere Staat worden belast. Deze paragraaf is evenwel niet van toepassing op voordelen verkregen uit de vervreemding van aandelen van vennootschappen die genoteerd zijn op een erkende effectenbeurs van een van de overeenkomstsluitende Staten, op voordelen verkregen uit de vervreemding van aandelen die worden vervreemd in het kader van een fusie of een splitsing van de vennootschap die de aandelen in haar bezit heeft, of wanneer de onroerende goederen waaraan de aandelen hun waarde ontleen onroerende goederen zijn waarin een actieve handels- of bedrijfswerkzaamheid wordt uitgeoefend.

5. Voordelen uit de vervreemding van alle andere goederen dan die vermeld in de paragrafen 1, 2, 3 en 4 zijn slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vervreemder inwoner is.

### **Artikel 14** **Inkomsten uit een dienstbetrekking**

1. Onder voorbehoud van de bepalingen van de artikelen 15, 17 en 18 zijn lonen, salarissen en andere soortgelijke beloningen verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van een dienstbetrekking slechts in die Staat belastbaar tenzij de dienstbetrekking in de andere overeenkomstsluitende Staat wordt uitgeoefend. Indien de dienstbetrekking aldaar wordt uitgeoefend, mogen de ter zake daarvan verkregen beloningen in die andere Staat worden belast.

2. Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 1 zijn beloningen verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van een in de andere overeenkomstsluitende Staat uitgeoefende dienstbetrekking slechts in de eerstgenoemde Staat belastbaar, indien:

a) de verkrijger in de andere Staat verblijft gedurende een tijdvak of tijdvakken die in enig tijdperk van twaalf maanden, dat aanvangt of eindigt tijdens het betrokken belastbaar tijdperk, een totaal van 183 dagen niet te boven gaan, en

b) de beloningen worden betaald door of namens een werkgever die geen inwoner van de andere Staat is, en

c) de beloningen niet ten laste komen van een vaste inrichting die de werkgever in de andere Staat heeft.

3. Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van dit artikel mogen beloningen, verkregen ter zake van een dienstbetrekking uitgeoefend aan boord van een schip of luchtvaartuig dat in internationaal verkeer wordt geëxploiteerd, worden belast in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.

### **Artikel 15** **Tantièmes**

1. Tantièmes, presentiegelden en andere soortgelijke beloningen verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat in zijn hoedanigheid van lid van de raad van bestuur of van toezicht of van een gelijkaardig orgaan van een vennootschap die inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mogen in die andere Staat worden belast.

2. Beloningen die een persoon op wie paragraaf 1 van toepassing is van een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt ter zake van de uitoefening van dagelijkse werkzaamheden van leidinggevende of technische, commerciële of financiële aard, en beloningen die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat



verkrijgt ter zake van zijn dagelijkse werkzaamheid als vennoot in een vennootschap – niet zijnde een vennootschap op aandelen – die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, mogen worden belast overeenkomstig de bepalingen van artikel 14 alsof het ging om beloningen die een werknemer ter zake van een dienstbetrekking verkrijgt en alsof de werkgever de vennootschap was.

#### **Artikel 16** **Artiesten en sportbeoefenaars**

1. Niettegenstaande de bepalingen van de artikelen 7 en 14 mogen inkomsten die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit zijn persoonlijke werkzaamheden die hij in de andere overeenkomstsluitende Staat verricht in de hoedanigheid van artiest, zoals toneelspeler, film-, radio- of televisieartiest, of musicus, of in de hoedanigheid van sportbeoefenaar, in die andere Staat worden belast.

2. Indien inkomsten uit werkzaamheden die een artiest of een sportbeoefenaar persoonlijk en als zodanig verricht, niet worden toegekend aan de artiest of aan de sportbeoefenaar zelf maar aan een andere persoon, mogen die inkomsten, niettegenstaande de bepalingen van de artikelen 7 en 14, worden belast in de overeenkomstsluitende Staat waar de werkzaamheden van de artiest of de sportbeoefenaar worden verricht.

3. De bepalingen van de paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing indien de werkzaamheden die in een overeenkomstsluitende Staat worden verricht voor een wezenlijk deel worden gefinancierd uit de openbare middelen van de andere overeenkomstsluitende Staat of van een staatkundig onderdeel of een plaatselijke gemeenschap daarvan. In dat geval zijn de inkomsten welke uit die werkzaamheden worden verkregen slechts in die andere overeenkomstsluitende Staat belastbaar.

#### **Artikel 17** **Pensioenen**

1. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 18, paragraaf 2, zijn pensioenen en andere soortgelijke beloningen die zijn betaald aan een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat slechts in die Staat belastbaar.

2. Dergelijke pensioenen en andere soortgelijke beloningen mogen ook in de overeenkomstsluitende Staat waaruit zij afkomstig zijn en in overeenstemming met de wetgeving van die Staat worden belast. De aldus geheven belasting mag evenwel niet meer bedragen dan 10 percent van het brutobedrag van de betaling.

3. Pensioenen en andere soortgelijke beloningen worden geacht afkomstig te zijn uit een overeenkomstsluitende Staat voor zover de bijdragen tot een pensioenstelsel in die Staat aanleiding hebben gegeven tot een belastingaftrek, een belastingvermindering of enige andere belastingverlaging.

#### **Artikel 18** **Overheidsfuncties**

1. *a)* Lonen, salarissen en andere soortgelijke beloningen, betaald door een overeenkomstsluitende Staat of een staatkundig onderdeel of plaatselijke gemeenschap daarvan aan een natuurlijke persoon ter zake van diensten bewezen aan die Staat of aan dat onderdeel of die gemeenschap, zijn slechts in die Staat belastbaar.

*b)* Die lonen, salarissen en andere soortgelijke beloningen zijn evenwel slechts in de andere overeenkomstsluitende Staat belastbaar indien de diensten in die Staat worden bewezen en de natuurlijke persoon inwoner van die Staat is, die:

(i) onderdaan is van die Staat; of

(ii) niet uitsluitend met het oog op het bewijzen van de diensten inwoner van die Staat is geworden.

2. *a)* Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 1 zijn pensioenen en andere soortgelijke beloningen die door een overeenkomstsluitende Staat of een staatkundig onderdeel of plaatselijke gemeenschap daarvan, hetzij rechtstreeks, hetzij uit door hen in het leven geroepen fondsen, worden betaald aan een natuurlijke persoon ter zake van diensten bewezen aan die Staat of aan dat onderdeel of die gemeenschap, slechts in die Staat belastbaar.

*b)* Die pensioenen en andere soortgelijke beloningen zijn evenwel slechts in de andere overeenkomstsluitende Staat belastbaar indien de natuurlijke persoon inwoner en onderdaan is van die Staat.

3. De bepalingen van de artikelen 14, 15, 16 en 17 zijn van toepassing op lonen, salarissen, pensioenen en andere soortgelijke beloningen, betaald ter zake van diensten bewezen in het kader van een bedrijf uitgeoefend door een overeenkomstsluitende Staat of een staatkundig onderdeel of plaatselijke gemeenschap daarvan.

#### **Artikel 19** **Studenten**

Bedragen die een student of een stagiair die inwoner is, of die onmiddellijk vóór zijn verblijf in een overeenkomstsluitende Staat inwoner was, van de andere overeenkomstsluitende Staat en die uitsluitend voor zijn studie of opleiding in de eerstgenoemde Staat verblijft, ontvangt ten behoeve van zijn onderhoud, studie of opleiding, zijn in die Staat niet belastbaar, op voorwaarde dat die bedragen afkomstig zijn uit bronnen buiten die Staat.

#### **Artikel 20** **Andere inkomsten**

1. Ongeacht de afkomst ervan zijn inkomensbestanddelen van een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat die niet in de voorgaande artikelen van deze Overeenkomst worden behandeld, slechts in die Staat belastbaar.

2. De bepalingen van paragraaf 1 zijn niet van toepassing op inkomsten, niet zijnde inkomsten uit onroerende goederen als omschreven in artikel 6, paragraaf 2, indien de verkrijger van die inkomsten, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat een bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting en het recht of het goed dat de inkomsten oplevert wezenlijk is verbonden met die vaste inrichting. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 van toepassing.

3. Niettegenstaande de bepalingen van de paragrafen 1 en 2 mogen inkomensbestanddelen van een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat die niet in de voorgaande artikelen van de Overeenkomst worden behandeld en die uit de andere overeenkomstsluitende Staat afkomstig zijn, in die andere Staat worden belast indien die inkomensbestanddelen niet effectief belast zijn in de eerstgenoemde Staat.

### HOOFDSTUK IV. — BELASTINGHEFFING NAAR HET VERMOGEN

#### **Artikel 21** **Vermogen**

1. Vermogen bestaande uit onroerende goederen als omschreven in artikel 6, die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat bezit en die in de andere overeenkomstsluitende Staat zijn gelegen, mag in die andere Staat worden belast.

2. Vermogen bestaande uit roerende goederen die deel uitmaken van het bedrijfsvermogen van een vaste inrichting die een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat heeft, mag in die andere Staat worden belast.

3. Vermogen bestaande uit schepen en luchtvaartuigen die in internationaal verkeer worden geëxploiteerd alsmede uit roerende goederen die bij de exploitatie van die schepen of luchtvaartuigen worden gebruikt, is slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.

4. Alle andere vermogensbestanddelen van een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat zijn slechts in die Staat belastbaar.

#### HOOFDSTUK V. — WIJZE WAAROP DUBBELE BELASTING WORDT VERMEDEDEN

##### Artikel 22

##### Vermijden van dubbele belasting

1. In België:

a) Indien een inwoner van België inkomsten verkrijgt, niet zijnde dividenden, interest of royalty's, of vermogensbestanddelen bezit die ingevolge de bepalingen van deze Overeenkomst in Uruguay zijn belast, stelt België deze inkomsten of deze vermogensbestanddelen vrij van belasting. Indien een natuurlijke persoon inkomsten verkrijgt, niet zijnde dividenden, interest of royalty's, die ingevolge de bepalingen van de Overeenkomst in Uruguay zijn belast, stelt België, niettegenstaande de vorige bepaling, die inkomsten alleen vrij van belasting voor zover ze effectief in Uruguay belast zijn.

b) De vrijstelling waarin subparagraaf a) voorziet, wordt eveneens verleend met betrekking tot inkomsten die overeenkomstig de Belgische wetgeving als dividenden worden beschouwd en die door een inwoner van België worden behaald uit een deelneming in een entiteit waarvan de plaats van de werkelijke leiding gelegen is in Uruguay en die niet als dusdanig werd belast in Uruguay, op voorwaarde dat de inwoner van België, naar rata van zijn deelneming in zulke entiteit, in Uruguay is belast op de inkomsten waaruit de inkomsten die overeenkomstig de Belgische wetgeving als dividenden worden beschouwd, zijn betaald. De vrijgestelde inkomsten zijn de inkomsten die zijn verkregen na aftrek van de kosten die in België of elders zijn gemaakt en die betrekking hebben op het beheer van de deelneming in de entiteit.

c) Niettegenstaande de bepalingen van subparagrafen a) en b) en van elke andere bepaling van de Overeenkomst, houdt België, voor het berekenen van de aanvullende belastingen die worden geheven door de Belgische gemeenten en agglomeraties, rekening met de beroepsinkomsten die in België overeenkomstig subparagrafen a) en b) vrijgesteld zijn van belasting. Die aanvullende belastingen worden berekend op de belasting die in België verschuldigd zou zijn indien de desbetreffende beroepsinkomsten uit Belgische bronnen waren behaald.

Wanneer de inkomsten die een inwoner van België verkrijgt of het vermogen dat hij bezit, ingevolge enigerlei bepaling van de Overeenkomst vrijgesteld is van belasting in België, mag België, om het bedrag van de belasting op het overige inkomen of vermogen van die inwoner te berekenen, niettemin het belastingtarief toepassen dat van toepassing zou zijn indien die inkomsten of die vermogensbestanddelen niet waren vrijgesteld.

d) De bepalingen van subparagrafen a) en b) zijn niet van toepassing op inkomsten verkregen door of op vermogen in het bezit van een inwoner van België indien Uruguay de bepalingen van de Overeenkomst toepast om zulke inkomsten of zulk vermogen van belasting vrij te stellen of de bepalingen van artikel 10, paragraaf 2 of artikel 11, paragraaf 2 toepast om de belastingheffing van die inkomsten te beperken.

e) Dividenden die een vennootschap die inwoner is van België verkrijgt van een vennootschap die inwoner is van Uruguay, worden in België vrijgesteld van de vennootschapsbelasting op de voorwaarden en binnen de grenzen die in de Belgische wetgeving zijn bepaald.

f) Wanneer een vennootschap die inwoner is van België van een vennootschap die inwoner is van Uruguay dividenden verkrijgt die niet vrijgesteld zijn overeenkomstig subparagraaf e), worden die dividenden in België toch vrijgesteld van de vennootschapsbelasting indien de vennootschap die inwoner is van Uruguay daadwerkelijk betrokken is bij de actieve uitoefening van een bedrijf in Uruguay. In dat geval worden die dividenden vrijgesteld op de voorwaarden en binnen de grenzen die in de Belgische wetgeving zijn bepaald, met uitzondering van die welke verband houden met de belastingregeling die van toepassing is op de vennootschap die inwoner is van Uruguay of op de inkomsten waaruit de dividenden worden betaald. Deze bepaling is slechts van toepassing op dividenden die worden betaald uit inkomsten die worden voortgebracht door de actieve uitoefening van een bedrijf.

g) Wanneer een vennootschap die inwoner is van België van een vennootschap die inwoner is van Uruguay dividenden verkrijgt die deel uitmaken van haar samengestelde inkomen dat aan de Belgische belasting is onderworpen en die niet vrijgesteld zijn van de vennootschapsbelasting ingevolge subparagraaf e) of f), brengt België de Uruguayaanse belasting die overeenkomstig artikel 10 van die dividenden werd geheven en de Uruguayaanse belasting die werd geheven van de winst waaruit deze dividenden worden betaald, in mindering van de Belgische belasting die betrekking heeft op die dividenden. Dit in mindering te brengen bedrag mag het deel van de Belgische belasting dat evenredig betrekking heeft op die dividenden, niet te boven gaan.

h) Onder voorbehoud van de bepalingen van de Belgische wetgeving betreffende de verrekening van in het buitenland betaalde belastingen met de Belgische belasting wordt, indien een inwoner van België inkomsten verkrijgt die deel uitmaken van zijn samengestelde inkomen dat aan de Belgische belasting is onderworpen en bestaan uit interest of royalty's, de van die inkomsten geheven Uruguayaanse belasting in mindering gebracht van de Belgische belasting met betrekking tot die inkomsten.

i) Indien verliezen geleden door een onderneming die door een inwoner van België in een in Uruguay gelegen vaste inrichting wordt gedreven, voor de belastingheffing van die onderneming in België overeenkomstig de Belgische wetgeving werkelijk in mindering van de winst van die onderneming zijn gebracht, is de vrijstelling ingevolge subparagraaf a) in België niet van toepassing op de winst van andere belastbare tijdperken die aan die inrichting kan worden toegerekend, in zoverre als die winst ook in Uruguay van belasting is vrijgesteld door de verrekening van die verliezen.

2. In Uruguay wordt dubbele belasting op de volgende wijze vermeden:

a) Inwoners van Uruguay die inkomsten verkrijgen, niet zijnde dividenden, die ingevolge de Belgische wetgeving en krachtens de bepalingen van deze Overeenkomst in België aan belasting onderworpen werden, mogen de aldus betaalde belasting verrekenen met elke Uruguayaanse belasting die ter zake van dezelfde inkomsten verschuldigd is ingevolge de toepasselijke bepalingen van de Uruguayaanse wetgeving. Hetzelfde geldt ook voor vermogen dat ingevolge de Belgische wetgeving en krachtens de bepalingen van deze Overeenkomst in België aan belasting onderworpen werd; de aldus betaalde vermogensbelasting mag worden verrekend met elke Uruguayaanse belasting die ter zake van hetzelfde vermogen verschuldigd is ingevolge de toepasselijke bepalingen van de Uruguayaanse

wetgeving. Deze vermindering mag evenwel niet hoger zijn dan het deel van de Uruguayaanse belasting naar het inkomen of naar het vermogen dat, berekend vóór het verlenen van de vermindering, overeenstemt met het inkomen of het vermogen, naar het geval, dat in België mag worden belast.

b) Wanneer een vennootschap die inwoner is van Uruguay van een vennootschap die inwoner is van België dividendend verkrijgt die opgenomen zijn in zijn belastbaar inkomen voor de toepassing van de Uruguayaanse belasting, vermindert Uruguay de Uruguayaanse belasting die betrekking heeft op die dividenden met de Belgische belasting die overeenkomstig artikel 10 van die dividenden is geheven en met de Belgische belasting die is geheven van de winst waaruit die dividenden zijn betaald. Deze vermindering mag niet meer bedragen dan het deel van de Uruguayaanse belasting dat proportioneel op die dividenden betrekking heeft.

c) Wanneer de inkomsten die een inwoner van Uruguay verkrijgt of het vermogen dat hij bezit, ingevolge enigerlei bepaling van de Overeenkomst vrijgesteld is van belasting in Uruguay, mag Uruguay, om het bedrag van de belasting op het overige inkomen of vermogen van die inwoner te berekenen, rekening houden met de vrijgestelde inkomsten of met het vrijgestelde vermogen.

## HOOFDSTUK VI. — BIJZONDERE BEPALINGEN

### Artikel 23

#### Non-discriminatie

1. Onderdanen van een overeenkomstsluitende Staat worden in de andere overeenkomstsluitende Staat niet onderworpen aan enige belastingheffing of daarmee verband houdende verplichting die anders of zwaarder is dan de belastingheffing en daarmee verband houdende verplichtingen waaraan onderdanen van die andere Staat onder gelijke omstandigheden, inzonderheid met betrekking tot de woonplaats, zijn of kunnen worden onderworpen. Niettegenstaande de bepalingen van artikel 1 is deze bepaling ook van toepassing op personen die geen inwoner zijn van een overeenkomstsluitende Staat of van beide overeenkomstsluitende Staten.

2. Staatlozen die inwoner zijn van een overeenkomstsluitende Staat, worden noch in de ene noch in de andere overeenkomstsluitende Staat onderworpen aan enige belastingheffing of daarmee verband houdende verplichting, die anders of zwaarder is dan de belastingheffing en daarmee verband houdende verplichtingen waaraan onderdanen van de desbetreffende Staat onder gelijke omstandigheden, inzonderheid met betrekking tot de woonplaats, zijn of kunnen worden onderworpen.

3. De belastingheffing van een vaste inrichting die een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat heeft, is in die andere Staat niet ongunstiger dan de belastingheffing van ondernemingen van die andere Staat die dezelfde werkzaamheden uitoefenen. Deze bepaling mag niet aldus worden uitgelegd dat zij een overeenkomstsluitende Staat verplicht aan inwoners van de andere overeenkomstsluitende Staat bij de belastingheffing de persoonlijke aftrekken, tegemoetkomingen en verminderingen uit hoofde van de gezinstoestand of gezinslasten te verlenen die hij aan zijn eigen inwoners verleent.

4. Behalve indien de bepalingen van artikel 9, paragraaf 1, artikel 11, paragraaf 7, of artikel 12, paragraaf 7, van toepassing zijn, worden interest, royalty's en andere uitgaven die door een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat worden betaald, bij het bepalen van de belastbare winst van die onderneming op dezelfde voorwaarden in mindering gebracht als wanneer zij aan een inwoner van de eerstgenoemde Staat zouden zijn betaald. Op dezelfde wijze worden schulden van een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat tegenover een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat bij het bepalen van het belastbare vermogen van die onderneming op dezelfde voorwaarden in mindering gebracht als wanneer die schulden tegenover een inwoner van de eerstgenoemde Staat zouden zijn aangegaan.

5. Ondernemingen van een overeenkomstsluitende Staat waarvan het kapitaal geheel of ten dele, onmiddellijk of middellijk, in het bezit is van, of wordt beheerst door een of meer inwoners van de andere overeenkomstsluitende Staat, worden in de eerstgenoemde Staat niet aan enige belastingheffing of daarmee verband houdende verplichting onderworpen die anders of zwaarder is dan de belastingheffing en daarmee verband houdende verplichtingen waaraan andere, soortgelijke ondernemingen van de eerstgenoemde Staat zijn of kunnen worden onderworpen.

6. Niettegenstaande de bepalingen van artikel 2 zijn de bepalingen van dit artikel van toepassing op belastingen van elke soort en benaming.

### Artikel 24

#### Regeling voor onderling overleg

1. Indien een persoon van oordeel is dat de maatregelen van een overeenkomstsluitende Staat of van beide overeenkomstsluitende Staten voor hem leiden of zullen leiden tot een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de bepalingen van deze Overeenkomst, kan hij, onverminderd de rechtsmiddelen waarin het interne recht van die Staten voorziet, zijn geval voorleggen aan de bevoegde autoriteit van de overeenkomstsluitende Staat waarvan hij inwoner is, of, indien zijn geval onder artikel 23, paragraaf 1, valt, aan die van de overeenkomstsluitende Staat waarvan hij onderdaan is. Het geval moet worden voorgelegd binnen drie jaar nadat de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van de Overeenkomst, voor het eerst te zijner kennis is gebracht.

2. Indien het bezwaar haar gegrond voorkomt en indien zij niet zelf in staat is tot een bevredigende oplossing ervan te komen, tracht de bevoegde autoriteit de aangelegenheid in onderlinge overeenstemming met de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat te regelen, teneinde een belastingheffing te vermijden die niet in overeenstemming is met de Overeenkomst. Elke overeengekomen regeling wordt uitgevoerd ongeacht de termijnen waarin het interne recht van de overeenkomstsluitende Staten voorziet.

3. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten trachten moeilijkheden of twijfelpunten die mochten rijzen met betrekking tot de interpretatie of de toepassing van de Overeenkomst in onderlinge overeenstemming op te lossen.

4. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten kunnen zich rechtstreeks met elkaar in verbinding stellen, inclusief via een gemengde commissie die bestaat uit henzelf of hun vertegenwoordigers, teneinde een overeenstemming als bedoeld in de voorgaande paragrafen te bereiken of voor de toepassing van deze Overeenkomst.

5. Wanneer,

a) een persoon overeenkomstig paragraaf 1 een geval heeft voorgelegd aan de bevoegde autoriteit van een overeenkomstsluitende Staat omdat de maatregelen van een overeenkomstsluitende Staat of van beide overeenkomstsluitende Staten voor hem hebben geleid tot een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de bepalingen van de Overeenkomst, en

b) de bevoegde autoriteiten er niet in slagen om binnen een termijn van twee jaar nadat het geval werd voorgelegd aan de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat, over dat geval overeenstemming te bereiken conform paragraaf 2, worden alle onopgeloste punten die voortkomen uit dat geval aan arbitrage onderworpen wanneer die persoon een verzoek daartoe indient binnen een termijn van twee jaar vanaf de eerste dag dat om arbitrage kan worden verzocht.

Die onopgeloste punten worden evenwel niet aan arbitrage onderworpen indien daaromtrent reeds een beslissing werd uitgesproken door een rechterlijke instantie of een administratieve rechtbank van de ene of de andere overeenkomstsluitende Staat. Tenzij een rechtstreeks bij het geval betrokken persoon binnen een termijn van drie maanden vanaf de mededeling van de overeengekomen regeling waardoor de beslissing na arbitrage wordt uitgevoerd aan de bevoegde autoriteit van een overeenkomstsluitende Staat meedeelt dat hij de overeengekomen regeling niet aanvaardt, is de beslissing na arbitrage bindend en wordt ze uitgevoerd, ongeacht de termijnen waarin het interne recht van beide overeenkomstsluitende Staten voorziet. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten regelen de wijze van toepassing van deze paragraaf in onderlinge overeenstemming.

#### **Artikel 25** **Uitwisseling van inlichtingen**

De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten wisselen de inlichtingen uit die naar verwachting relevant zullen zijn voor de uitvoering van de bepalingen van deze Overeenkomst of voor de toepassing of de tenuitvoerlegging van de nationale wetgeving met betrekking tot belastingen van elke soort en benaming die worden geheven ten behoeve van de overeenkomstsluitende Staten of van de staatkundige onderdelen of plaatselijke gemeenschappen daarvan, voor zover de belastingheffing waarin die nationale wetgeving voorziet niet in strijd is met de Overeenkomst. De uitwisseling van inlichtingen wordt niet beperkt door de artikelen 1 en 2.

De door een overeenkomstsluitende Staat ingevolge paragraaf 1 verkregen inlichtingen worden op dezelfde wijze geheim gehouden als inlichtingen die onder de nationale wetgeving van die Staat zijn verkregen en worden alleen ter kennis gebracht van personen of autoriteiten (daaronder begrepen rechterlijke instanties en administratieve lichamen) die betrokken zijn bij de vestiging of invordering van de in paragraaf 1 bedoelde belastingen, bij de tenuitvoerlegging of vervolging ter zake van die belastingen, bij de beslissing in beroepszaken die betrekking hebben op die belastingen, of bij het toezicht daarop. Deze personen of autoriteiten gebruiken die inlichtingen slechts voor die doeleinden. Zij mogen deze inlichtingen kenbaar maken tijdens openbare rechtszittingen of in rechterlijke beslissingen.

In geen geval mogen de bepalingen van de paragrafen 1 en 2 aldus worden uitgelegd dat aan een overeenkomstsluitende Staat de verplichting wordt opgelegd:

administratieve maatregelen te nemen die afwijken van de wetgeving en de administratieve praktijk van die of van de andere overeenkomstsluitende Staat;

inlichtingen te verstrekken die niet verkrijgbaar zijn volgens de wetgeving of in de normale gang van de administratieve werkzaamheden van die of van de andere overeenkomstsluitende Staat;

inlichtingen te verstrekken die een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of een handelswerkwijze zouden onthullen, dan wel inlichtingen waarvan het verstrekken in strijd zou zijn met de openbare orde.

Wanneer op basis van dit artikel door een overeenkomstsluitende Staat om inlichtingen is verzocht, gebruikt de andere overeenkomstsluitende Staat de middelen voor het verzamelen van inlichtingen waarover hij beschikt om de gevraagde inlichtingen te verkrijgen, zelfs al heeft die andere Staat die inlichtingen niet nodig voor zijn eigen belastingdoeleinden. De verplichting die in de vorige zin is vervat, is onderworpen aan de beperkingen waarin paragraaf 3 voorziet, maar die beperkingen mogen in geen geval aldus worden uitgelegd dat ze een overeenkomstsluitende Staat toestaan het verstrekken van inlichtingen te weigeren enkel omdat die Staat geen binnenlands belang heeft bij die inlichtingen.

5. In geen geval mogen de bepalingen van paragraaf 3 aldus worden uitgelegd dat ze een overeenkomstsluitende Staat toestaan om het verstrekken van inlichtingen te weigeren enkel en alleen omdat de inlichtingen in het bezit zijn van een bank, een andere financiële instelling, een trust, een stichting, een gevolmachtigde of een persoon die werkzaam is in de hoedanigheid van een vertegenwoordiger of een vertrouwenspersoon of omdat de inlichtingen betrekking hebben op eigendomsbelangen in een persoon.

#### **Artikel 26** **Bijstand voor de invordering van belastingen**

1. De overeenkomstsluitende Staten verlenen elkaar bijstand voor de invordering van belastingvorderingen. Deze bijstand wordt niet beperkt door artikel 1. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten kunnen in onderlinge overeenstemming de wijze van uitvoering van dit artikel bepalen.

2. De uitdrukking "belastingvordering" zoals gebezigd in dit artikel, betekent elk bedrag dat verschuldigd is met betrekking tot belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is, alsmede de met dat bedrag verband houdende interest, administratieve boetes en kosten van invordering of van conservatoire maatregelen.

3. Wanneer een belastingvordering van een overeenkomstsluitende Staat ingevolge de wetgeving van die Staat voor tenuitvoerlegging vatbaar is en verschuldigd is door een persoon die op dat ogenblik op grond van de wetgeving van die Staat de invordering ervan niet kan beletten, aanvaardt de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat om die belastingvordering op verzoek van de bevoegde autoriteit van eerstgenoemde Staat in te vorderen. Die belastingvordering wordt door die andere Staat geïnd overeenkomstig de bepalingen van zijn wetgeving die van toepassing zijn op het vlak van de tenuitvoerlegging en de invordering van zijn eigen belastingen alsof de desbetreffende vordering een belastingvordering van die andere Staat was.

4. Wanneer een belastingvordering van een overeenkomstsluitende Staat een vordering is ter zake waarvan die Staat overeenkomstig zijn wetgeving conservatoire maatregelen kan nemen om de invordering ervan te verzekeren, gaat de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat ermee akkoord om, op verzoek van de bevoegde autoriteit van eerstgenoemde Staat, ter zake van die belastingvordering conservatoire maatregelen te nemen. Die andere Staat neemt ter zake van die belastingvordering conservatoire maatregelen overeenkomstig de bepalingen van zijn wetgeving alsof de belastingvordering een belastingvordering van die andere Staat was, zelfs indien de belastingvordering in de eerstgenoemde Staat op het ogenblik waarop die maatregelen worden toegepast niet voor tenuitvoerlegging vatbaar is of verschuldigd is door een persoon die het recht heeft de invordering ervan te beletten.

5. De verjaringstermijnen en de voorrechten die overeenkomstig de wetgeving van een overeenkomstsluitende Staat van toepassing zijn op een belastingvordering wegens de aard van die vordering als zodanig, gelden niet voor een belastingvordering die door die Staat voor de toepassing van paragraaf 3 of 4 wordt aanvaard, dit niettegenstaande



de bepalingen van voornoemde paragrafen. Ter zake van een belastingvordering die voor de toepassing van paragraaf 3 of 4 door een overeenkomstsluitende Staat wordt aanvaard, kan in die Staat bovendien geen enkel voorrecht worden verleend dat overeenkomstig de wetgeving van de andere overeenkomstsluitende Staat op die belastingvordering van toepassing zou zijn.

6. Procedures inzake het bestaan, de geldigheid of het bedrag van een belastingvordering van een overeenkomstsluitende Staat, worden niet voorgelegd aan de rechterlijke instanties of administratieve lichamen van de andere overeenkomstsluitende Staat.

7. Wanneer een belastingvordering op enig tijdstip nadat door een overeenkomstsluitende Staat een verzoekschrift werd ingediend overeenkomstig paragraaf 3 of 4, en vooraleer de andere overeenkomstsluitende Staat de desbetreffende belastingvordering heeft ingevorderd en aan de eerstgenoemde Staat heeft overgemaakt, ophoudt

a) een belastingvordering te zijn van de eerstgenoemde Staat die overeenkomstig de wetgeving van die Staat vatbaar is voor tenuitvoerlegging en die verschuldigd is door een persoon die op dat ogenblik overeenkomstig de wetgeving van die Staat de invordering ervan niet kan beletten, (in het geval van een verzoekschrift overeenkomstig paragraaf 3), of

b) een belastingvordering te zijn van de eerstgenoemde Staat ter zake waarvan die Staat ingevolge zijn wetgeving conservatoire maatregelen mag nemen om de invordering ervan te verzekeren (in het geval van een verzoekschrift overeenkomstig paragraaf 4),

brengt de bevoegde autoriteit van de eerstgenoemde Staat de bevoegde autoriteit van de andere Staat hiervan onmiddellijk op de hoogte en, naar keuze van de andere Staat, schorst de eerstgenoemde Staat zijn verzoekschrift of trekt het in.

8. In geen geval mogen de bepalingen van dit artikel aldus worden uitgelegd dat zij een overeenkomstsluitende Staat de verplichting opleggen:

a) administratieve maatregelen te nemen die afwijken van de wetgeving en de administratieve praktijk van die of van de andere overeenkomstsluitende Staat

b) maatregelen te nemen die in strijd zouden zijn met de openbare orde;

c) bijstand te verlenen indien de andere overeenkomstsluitende Staat niet alle redelijke invorderings- of conservatoire maatregelen, naar het geval, heeft genomen waarover die Staat overeenkomstig zijn wetgeving of zijn administratieve praktijk beschikt;

d) bijstand te verlenen in de gevallen waar de administratieve last die er voor die Staat uit voortvloeit duidelijk niet in verhouding staat tot het voordeel dat er door de andere overeenkomstsluitende Staat uit kan worden behaald.

#### Artikel 27

##### Leden van diplomatieke zendingen en van consulaire posten

De bepalingen van deze Overeenkomst tasten in geen enkel opzicht de fiscale voorrechten aan die leden van diplomatieke zendingen of van consulaire posten ontleen aan de algemene regels van het volkenrecht of aan de bepalingen van bijzondere overeenkomsten.

#### HOOFDSTUK VII. — SLOTBEPALINGEN

#### Artikel 28

##### Inwerkingtreding

1. De Regeringen van de overeenkomstsluitende Staten zullen elkaar ervan in kennis stellen dat werd voldaan aan de wettelijke vereisten voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst.

2. De Overeenkomst zal in werking treden op de vijftiende dag na de datum van de laatste van de in paragraaf 1 bedoelde kennisgevingen en de bepalingen van de Overeenkomst zullen van toepassing zijn:

a) met betrekking tot de bij de bron verschuldigde belastingen, op bedragen die zijn toegekend of betaalbaar gesteld op of na 1 januari van het eerste kalenderjaar dat volgt op dat waarin deze Overeenkomst in werking treedt;

b) met betrekking tot de andere inkomstenbelastingen, op belastbare tijdperken die beginnen op of na 1 januari van het eerste kalenderjaar dat volgt op dat waarin deze Overeenkomst in werking treedt; en

c) met betrekking tot alle andere belastingen, op belastingen die verschuldigd zijn ter zake van belastbare feiten die zich voordoen op of na 1 januari van het eerste kalenderjaar dat volgt op dat waarin deze Overeenkomst in werking treedt.

#### Artikel 29

##### Beëindiging

Deze Overeenkomst blijft van kracht totdat zij door een overeenkomstsluitende Staat is opgezegd. Elke overeenkomstsluitende Staat kan tot en met 30 juni van elk kalenderjaar vanaf het vijfde jaar dat volgt op het jaar waarin de Overeenkomst in werking is getreden, aan de andere overeenkomstsluitende Staat langs diplomatieke weg een schriftelijke opzegging doen toekomen. In geval van opzegging vóór 1 juli van zodanig jaar, houdt de Overeenkomst op van toepassing te zijn:

a) met betrekking tot de bij de bron verschuldigde belastingen, op bedragen die zijn toegekend of betaalbaar gesteld op of na 1 januari van het eerste kalenderjaar dat volgt op dat waarin de kennisgeving is gedaan;

b) met betrekking tot de andere inkomstenbelastingen, op belastbare tijdperken die beginnen op of na 1 januari van het eerste kalenderjaar dat volgt op dat waarin de kennisgeving is gedaan; en

c) met betrekking tot alle andere belastingen, op belastingen die verschuldigd zijn ter zake van belastbare feiten die zich voordoen op of na 1 januari van het jaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving van de beëindiging is gedaan.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd door hun respectieve Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN in tweevoud te Montevideo op 23 augustus 2013 in de Franse, Nederlandse, Spaanse en Engelse taal, zijnde alle vier de teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil tussen de teksten is de Engelse tekst beslissend.



## PROTOCOL

Bij de ondertekening van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek ten Oosten van de Uruguay tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting, zijn de ondergetekenden de volgende bepalingen overeengekomen die een integrerend deel van de Overeenkomst uitmaken.

1. Niettegenstaande de bepalingen van eender welk artikel van de Overeenkomst wordt geen enkele belastingvermindering of belastingvrijstelling waarin de Overeenkomst voorziet toegepast voor inkomsten die zijn betaald in verband met een volstrekt kunstmatige constructie. Een constructie wordt niet geacht volstrekt kunstmatig te zijn wanneer bewijzen worden voorgelegd waaruit blijkt dat de constructie de uitdrukking is van de economische realiteit.

2. Met betrekking tot artikel 4, paragraaf 1:

Er is overeengekomen dat een persoon in een overeenkomstsluitende Staat "aan belasting onderworpen" is wanneer die persoon onderworpen is aan de belastingwetgeving die in die overeenkomstsluitende Staat van kracht is, zelfs indien het geheel van of een gedeelte van zijn inkomsten of vermogen overeenkomstig die wetgeving van belasting is vrijgesteld.

Er is overeengekomen dat de uitdrukking "inwoner van een overeenkomstsluitende Staat" een in die Staat gevestigd pensioenfonds omvat.

3. Met betrekking tot de artikelen 10, 11 en 12:

Wanneer een van de overeenkomstsluitende Staten na het ondertekenen van deze Overeenkomst met een andere Staat, die lid is van de Europese Unie, een Overeenkomst ondertekent die voorziet in lagere belastingtarieven of andere vrijstellingen dan die waarin de artikelen 10, 11 of 12 van deze Overeenkomst voorzien, zullen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten op verzoek met elkaar overleg plegen.

4. Met betrekking tot artikel 13, paragraaf 4:

De uitdrukkingen "fusie" en "splitsing" hebben de betekenis die ze:

a) In België hebben in richtlijn 90/434/EEG van 23 juli 1990 van de Raad betreffende de gemeenschappelijke fiscale regeling voor fusies, splitsingen, inbreng van activa en aandelenruil met betrekking tot vennootschappen uit verschillende lidstaten;

b) In Uruguay hebben in Wet 16.060 van 4 september 1989.

5. Met betrekking tot de artikelen 14 en 15:

Er is overeengekomen dat een vergoeding die wordt betaald wegens het beëindigen van een dienstbetrekking of van een mandaat in een vennootschap mag worden belast in de overeenkomstsluitende Staat waar die dienstbetrekking wordt uitgeoefend of waarvan de vennootschap inwoner is indien en voor zover de lonen of de honoraria, die tijdens het kalenderjaar dat de beëindiging van die dienstbetrekking of dat mandaat voorafgaat zijn verkregen ter zake van die dienstbetrekking of dat mandaat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 14 of artikel 15, naargelang het geval, in die Staat mogen worden belast.

6. Met betrekking tot artikel 17, paragraaf 2:

Wanneer het gaat om contracten die voorzien in forfaitaire pensioenbedragen, is de beperking van de belasting tot 10 percent in een overeenkomstsluitende Staat van toepassing wanneer de verkrijger een inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat en op de datum van zijn verzoek om die beperking in die andere overeenkomstsluitende Staat in zijn hoedanigheid van gepensioneerde gedurende een ononderbroken tijdperk van minstens vijf jaar voldaan heeft aan de woonplaatsvereiste. Wanneer hij aan bovenstaande vereiste voldaan heeft mag de verkrijger het desbetreffende verzoek indienen.

7. Met betrekking tot artikel 20, paragraaf 3 en artikel 22, paragraaf 1,a):

Voor de toepassing van artikel 20, paragraaf 3, en van artikel 22, paragraaf 1,a), is een inkomensbestanddeel effectief belast in een overeenkomstsluitende Staat wanneer het in die overeenkomstsluitende Staat aan de belasting onderworpen is en als dusdanig aldaar geen belastingvrijstelling geniet.

8. Met betrekking tot artikel 22, paragraaf 1, a), b) en f):

a) Voor de toepassing van artikel 22, paragraaf 1, a) en b) is een inkomensbestanddeel inzonderheid in Uruguay "belast" wanneer dat inkomensbestanddeel in Uruguay aan een of meer van de volgende stelsels onderworpen is (zoals die stelsels eventueel kunnen wijzigen zonder dat aan de essentie ervan geraakt wordt):

(i) Decreet - Wet 14.335 van 23 december 1974 - Wet ter bevordering van het toerisme (*Tourism Promotion Law*);

(ii) Wet 15.921 van 17 december 1987 - Wet op de vrije zones (*Free Zones Law*);

(iii) Wet 15.939 van 28 december 1987 - Wet op de bosbedrijven (*Forestry Law*);

(iv) Artikel 92 van Wet 16.002 van 25 november 1988 – Voordelen voor citrusplantages (*Citrus Plantation Benefits*);

(v) Wet 16.906 van 7 januari 1998 - Wet ter bevordering van de investeringen (*Investments Promotion Law*); en

(vi) Artikel 52, titel 4 Texto Ordenado 1996, Wet 18.083 van 27 december 2006 – Voordelen voor biotechnologie en software (*Biotechnology and Software Benefits*).

Deze bepaling is enkel van toepassing op winst van vennootschappen wanneer die winst voortkomt uit de actieve uitoefening van een bedrijf in Uruguay.

b) Artikel 22, paragraaf 1, a) en f) is van toepassing op inkomsten of op dividenden die zijn betaald uit winst die in Uruguay werd verkregen uit financiële activiteiten, holdingactiviteiten of het verstrekken van diensten (daaronder begrepen het verstrekken van diensten die vallen onder a),(ii) hierboven) wanneer die inkomsten of die winst in Uruguay vrijgesteld zijn van belasting, maar enkel wanneer die inkomsten of die winst geen bestanddelen omvatten die reeds in mindering werden gebracht van in België belastbare inkomsten of winst.

Na een tijdvak van 10 jaar volgend op de inwerkingtreding van deze Overeenkomst zullen de bevoegde autoriteiten deze bepaling evalueren en zo nodig zullen de overeenkomstsluitende Staten onderhandelingen aanknopen om de werkingssfeer ervan te herzien.

**TEN BLIJKE WAARVAN** de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd door hun respectieve Regeringen, dit Protocol hebben ondertekend.

**GEDAAN** in tweevoud te Montevideo op 23 augustus 2013, in de Franse, Nederlandse, Spaanse en Engelse taal, zijnde alle vier de teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil tussen de teksten is de Engelse tekst beslissend.